



CTB



RAPPORT FINAL

PROJET UCAG-MINAGRI	10	154	11
PROJET UCAG-MINIDER	10	156	11



Table des matières

TABLE DES MATIERES	2
FICHE D'INTERVENTION	5
APPRECIATION GENERALE	7
PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES	8
1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	8
1.1 CONTEXTE	8
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	9
2 RESULTATS ATTEINTS	10
2.1 MATRICE DE MONITORING	10
2.1.1 Analyse des résultats	13
2.1.2 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact (impact potentiel) ?	13
2.1.3 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez	14
2.1.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints et contribués à l'Outcome ? Expliquez	14
2.1.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?	15
2.1.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs	16
2.1.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention	16
2.1.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de back Stopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?	22
3 DURABILITE	27
3.1 QUELLE EST LA VIABILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES RESULTATS DE L'INTERVENTION ? QUELS SONT LES RISQUES POTENTIELS ? QUELLES SONT LES MESURES PRISES ?	27
3.2 QUEL EST LE DEGRE D'APPROPRIATION DE L'INTERVENTION PAR LES GROUPES CIBLES ET PERDURERA-T-ELLE AU TERME DE L'ASSISTANCE EXTERNE ? QUELS SONT LES RISQUES POTENTIELS ? QUELLES SONT LES MESURES PRISES ?	27
3.3 QUELS ONT ETE LES NIVEAUX D'APPUI POLITIQUE FOURNI ET LE DEGRE D'INTERACTION ENTRE L'INTERVENTION ET LE NIVEAU POLITIQUE ? QUELS SONT LES RISQUES POTENTIELS ? QUELLES SONT LES MESURES PRISES ?	28
3.4 DANS QUELLE MESURE L'INTERVENTION A-T-ELLE POSITIVEMENT CONTRIBUE A LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE ET DE GESTION ? QUELS SONT LES RISQUES POTENTIELS ? QUELLES SONT LES MESURES PRISES ?	29
4 APPRENTISSAGE	31
4.1 ENSEIGNEMENTS TIRES	31
4.2 RECOMMANDATIONS	35
PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL)	37
1 FORMATION INITIALE ET PLAN DE FORMATION	37
2 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL	42
3 DEPENSES	50
4 PERSONNEL DE L'INTERVENTION	59
4.1 SITUATION DU PERSONNEL UCAG-MINIDER AU DERNIER TRIMESTRE 2015	59

4.2	SITUATION DU PERSONNEL UCAG-MINAGRI AU DERNIER TRIMESTRE 2015	61
5	MARCHES PUBLICS.....	62
6	ACCORDS D'EXECUTION.....	69
6.1	ACCORDS D'EXECUTION UCAG-AGRI	69
6.2	ACCORDS D'EXECUTION UCAG-DR	70
7	ÉQUIPEMENTS.....	71
7.1	ÉQUIPEMENTS ACQUIS DURANT L'INTERVENTION A L'UCAG MINIDER	71
7.2	ÉQUIPEMENTS ACQUIS DURANT L'INTERVENTION A L'UCAG MINAGRI	73
8	CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF :.....	77
8.1	CADRE LOGIQUE DTF MINIDER	77
8.2	CADRE LOGIQUE DTF MINAGRI	82
9	OUTILS ET PRODUITS PAR RESULTATS (MATRICE DE MONITORING).....	86
9.1	POUR UCAG-MINDER	86
9.2	POUR UCAG-MINAGRI	93

ACRONYMES

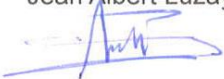
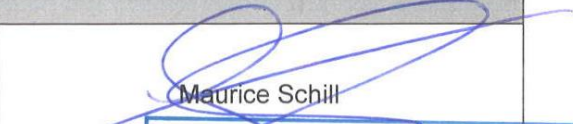
AE	Accord d'Exécution
APV3	Appui à la Production Végétale (3 ^{ème} Phase)
ASS2	Appui au Secteur Semencier (2 ^{ème} Phase)
ATI (N)	Assistant Technique International (National)
CARG	Conseils Agricoles et Ruraux de Gestion
CCQ	Comité de Contrôle de la Qualité
CLER	Comité d'Entretien Routier
COMPAR	Comité des Partenaires
CPR	Comité Provincial Routier
CSC	Cahier Spécifique des Charges
CTB	Coopération Technique belge
DAPP	Direction d'Analyse, de la Prospection et Planification
DGCD	Directorat Général de la Coopération au Développement
DSCRIP	Document de Stratégie de la Croissance et de la Réduction de la Pauvreté
DSG	Direction des Services Généraux (voir aussi DAF)
DTF	Dossier Technique et Financier du projet/programme
DVDA	Direction des Voies de Desserte Agricole
FED	Fonds Européen de Développement
FFOM	Force Faiblesse Opportunité Menace
FONER	Fonds National d'Entretien Routier
HIMO	Haute Intensité de Main d'Oeuvre
MAF	Manager Administratif et Financier
MAPE	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage
MDR	Maison du Développement Rural
MINCIR	Ministère de la Coopération Internationale et Régionale
MINAGRIDER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (inclus MINAGRI et MINIDER)
MP	Marché Public
MTR /EMP	Mid Term Review / Évaluation à Mi-Parcours
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OS	Objectif Spécifique
PAIDECO	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Communautaire
PARRSA	Projet d'Appui à la Réhabilitation et la Relance du Secteur Agricole
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PREPICO3	Programme de réhabilitation et d'entretien des pistes au Congo
PRODAT	Programme de Développement Agricole de la Tshopo
PRODET	Programme de Désenclavement de la Tshopo
PRODADEKK	Programme de Développement Agricole et Désenclavement du Kwilu & Kwango
PRODAKOR	Programme de Développement Agricole du Kasai Oriental
PRODEKOR	Programme de Désenclavement du Kasai Oriental
PRODAM	Programme de Développement Agricole du Maniema
PRODEM	Programme de Désenclavement du Maniema
PSE	Planning, Suivi et Évaluation
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RC	Renforcement des Capacités
RDC	République Démocratique du Congo
RR	Représentant Résident ou exprimé aussi pour Représentation
SdS	Structure de Supervision
SG	Secrétariat Général
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
TdR	Termes de Référence
UCAG	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion

Fiche d'intervention

N° d'intervention DGCD	NN 3010551
Code Navision CTB	RDC 10 154 11
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture, Pêche et Élevage
Durée de l'intervention	48 mois pour l'exécution (60 mois à partir de la signature de la CS)
Date de l'intervention	Septembre 2011
Contribution du pays partenaire	350.000 euros
Contribution belge	6.500.000 euros
Secteur (codes CAD)	Gouvernance et société civile- Administration Publique- 15040
Objectif global	Les capacités du Ministère central et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.
Objectif spécifique	Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.
Résultats	<p>R1 L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle</p> <p>R2 Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées</p> <p>R3 Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R4 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R5 Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R6 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plateforme de communication sont améliorés</p>

N° d'intervention DGCD	NN 301548
Code Navision CTB	RDC 10 156 11
Institution partenaire	Ministère du Développement Rural
Durée de l'intervention	48 mois pour l'exécution (60 mois à partir de la signature de la CS)
Date de l'intervention	Septembre 2011
Contribution du pays partenaire	200.000 euros
Contribution belge	8.000.000 euros
Secteur (codes CAD)	Gouvernance et société civile- Administration Publique- 15040
Objectif global	Les capacités du Ministère central et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel
Objectif spécifique	Les capacités institutionnelles et opérationnelles du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration, d'une part pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, et d'autre part pour l'élaboration et la conduite des politiques et des stratégies de développement rural
Résultats	<p>R1 L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle</p> <p>R2 Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées</p> <p>R3 Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R4 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R5 Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R6 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés</p> <p>R7 Les capacités techniques et opérationnelles des structures centrales et déconcentrées du MINIDER et des Ministères Provinciaux correspondants dans les zones de concentration sont renforcées pour l'élaboration et la conduite des politiques et des stratégies de développement rural.</p>

Appréciation générale

Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :	Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :
<p>Au terme de sa mission, les UCAG auront certainement atteint plus de $\frac{3}{4}$ des résultats grâce surtout à une grande synergie ayant existé d'une part au sein du personnel CTB et fonctionnaires du Ministère mis à la disposition de l'UCAG malgré la différence du statut les régissant.</p> <p>L'Appui Institutionnel, a permis au Ministère de bénéficier de nouvelles infrastructures immobilières tant au niveau central, déconcentré et décentralisé ; de plusieurs thèmes de formation à tous les niveaux en faveur de ses Agents ; et des Accords d'Exécution entre la CTB et l'Administration à travers les Maisons de Développement Rural et IPAPPEL pour l'opérationnalité des Agents dans le cadre de la Réforme de l'Administration.</p> <p>Quant au suivi des Programmes provinciaux, un effort avait été déployé pour leur décentralisation. Cependant pour leur avenir que nous voulons radieux, une coordination sectorielle et rapprochée serait souhaitable qui pourra faciliter l'inter-sectorialité au sein des Programmes.</p> <p>Au regard de tout ce qui précède, nous osons dire que l'approche UCAG/Projet pouvait muer à l'UCAG/Programme car la plupart de ses résultats devraient être bien situés dans l'espace et dans le temps</p>	<p>Au cours des 4 dernières années, les UCAG ont fait murir le fruit d'un dynamisme certain au sein des administrations de l'agriculture et du développement rural. Tant d'un point de vue infrastructurelle et matérielle que d'un point de vue du renforcement des capacités, les investissements et l'accompagnement ont permis d'atteindre les résultats escomptés, même si aujourd'hui l'encadrement doit se poursuivre afin que les premiers efforts fournis ne restent pas lettre morte. D'un point de vue coordination sectorielle, les UCAG ont contribué à une phase de transition d'approche projet centralisé vers une approche programme décentralisé. La coordination sectorielle reste un élément central de la coopération belge en RD Congo assurant une synergie et complémentarité entre les programmes et en insérant une inter-sectorialité avec l'éducation et la santé (secteur à venir). Comme tout projet, ayant une durée limitée, les UCAG auraient pu faire un plus grand nombre d'activités, aller plus loin dans l'appui-conseil et jouer un plus grand rôle de leader thématique, mais tout en restant objectif et réaliste, l'atteinte des résultats présente une nouvelle face de l'administration dévolue et des programmes structurants, tout deux aux services des populations rurales de la République Démocratique du Congo.</p>
Notez votre appréciation générale de l'intervention ¹ :	Notez votre appréciation générale de l'intervention ² :
Satisfaisant	Satisfaisant
Fonctionnaire exécution nationale ³	Fonctionnaire exécution CTB ⁴
Jean Albert Luzayadio 	Maurice Schill 

¹ Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

² Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

³ Nom et signature

⁴ Nom et signature



Note :

- a) Il sera évoqué dans ce rapport sous différentes formes UCAG Agri & DR, UCAG-MINAGRIDER, ou encore les UCAG pour lequel, le lecteur doit comprendre UCAG MINAGRI et MINIDER dans son entièreté, à moins que cela soit spécifié pour telle ou telle activité.
- b) Nous sommes redevables de toutes les informations qui sont comprises dans ce rapport, donc dans la mesure ou des informations manquantes, non-précises ou incomplètes pourraient être identifiées, nous nous excusons de certaines omissions et lacunes.
- c) Les Coresponsables tiennent à remercier tous ceux qui ont contribué, directement ou indirectement à la mise en œuvre des activités des UCAG et nous souhaitons une bonne lecture à tous ceux qui sont concernés par son contenu.

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

Au global, les quatre années écoulées ont été riches en événements avec un « cocktail » d'activités, de formations, de missions, de réhabilitations, la mise en œuvre d'accords d'exécution, d'échanges permanent avec les partenaires et bénéficiaires, d'accompagnement de proximité, le tout en conciliant toujours le « Hard » et le Soft » afin de trouver un juste équilibre pour un développement socio-économique cohérent et le plus durable possible du secteur de l'Agriculture et du Développement Rural, secteur de croissance et poumon économique à la base de la pyramide en RDC.

D'un point de vue de contexte interne, commencé fin 2011- début 2012, les UCAG ont connu au cours des 4 dernières années une certaine évolution dans la mise en œuvre de ses activités, dans son organisation et dans sa structuration. En fait, de nombreux changements de ressources humaines, tant de la partie congolaise que de la partie belge, ont induit ces réorientations et réaménagements. Ce changement d'équipe avec un renouvellement constant du personnel présente bien entendu des aléas au niveau de la continuité dans la mise en œuvre des activités, mais donne aussi un certain dynamisme et esprit d'initiative avec des approches innovantes et motivations sans cesse renaissantes. Les équipes sont pourtant restées soudées, intégrant ces changements répétitifs, pour au final œuvrer vers des résultats importants et constructifs aux bénéfices du partenaire. Dans sa structuration, les deux UCAG Agriculture et l'UCAG Dév Rural, au début 2014, ont été pilotées de manière complémentaire par le fait que l'ATI Coresponsable de l'UCAG-MINIDER est parti en poste au Burundi. Ceci a donné lieu à des réaménagements organisationnels entre les 2 UCAG (d'ou aujourd'hui un rapport final commun et aussi recommandé par l'EMP) avec à cet effet, l'ATI Coresponsable AGRI devenu Coresponsable pour les deux UCAG et encadré par deux Coresponsables ATN. Les rapports de résultats 2012, 2013 et 2014 font l'objet aussi d'autres changements d'ATI et ATN, tout aussi significatif, au niveau de l'Administration-Finance (3 différents ATI) et des Marchés Publics sans parler du personnel d'appui chauffeurs et logisticiens.

D'un point de vue de contexte externe ou environnant, un peu continuer aussi sur ce changement au niveau des ressources humaines en ne nommant que les changements principaux tels qu'au cours des 4 dernière années, 3 différents Ministres Nationaux, un grand nombre de différents Ministres Provinciaux (service décentralisé), et des changements d'inspecteurs provinciaux (service déconcentré). Ces rotations fragilisent bien entendu l'accompagnement des institutions et la dynamique que peut donner un projet d'appui comme les UCAG. Forte heureusement, les équipes de fonctionnaires sont

quant à elles bien « ancrées » et assurent donc une certaine continuité des actions engagées.

Outre ces perspectives, le contexte reste, d'une manière générale, fragile. Le pays fait face à de nombreux défis qui ne peuvent se résoudre d'un coup de baguette magique, mais bien par la mise en œuvre de réforme « profonde », de la structuration d'une société civile fiable et reconnue et par des investissements cohérents, ciblés et fédérateurs. Même si au cours des 4 dernières années, on note une volonté certaine, de toutes les parties, de construire, de dialoguer et d'écouter, l'ensemble des propositions reste à l'état embryonnaire ne permettant pas d'avoir de visions claires, de stratégies cohérentes et d'approches communes sur le moyen terme, clivant ainsi un développement visible et durable tant recherché par l'État congolais et ses partenaires techniques et financiers.

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

En terme d'exécution, le projet disposait d'une équipe multidisciplinaire travaillant dans les 4 cellules que sont a) l'administration-finance, b) les marchés publics, c) le suivi et évaluation et d) la communication. Il existe aussi une expertise d'appui institutionnel au sein du développement rural. A ceci s'ajoute, l'expertise transversale Genre et VIH-SIDA ancrée avec la cellule de communication. Le tout est coordonné par les 3 co-responsables a) 2 Nationaux et b) un International. Cette équipe s'est mise en place progressivement pour être complète au mois d'Avril 2012. Cependant au cours de l'année 2013 et 2014, l'équipe a connu le départ de l'expert genre, communication et le chargé des marchés publics et le chargé d'administration, sans compter des changements de comptables et chauffeurs. C'est aussi au début 2014, que les deux UCAG sont devenues complémentaires en termes d'activités par la coordination d'un seul ATI avec deux coresponsables nationaux. Outre les économies d'échelle l'exécution du projet se fait selon les suggestions et orientations données dans le DTF et suivent les trois grands axes comme le montre la figure ci-dessous.

Le cadre logique schématisé



Source: UCAG-MINAGRIDER

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

La matrice de monitoring est en fait reprise dans l'annexe 10 de ce rapport qui présente l'ensemble des activités depuis 2012. Les réalisations-activités sont importantes tant d'un point de vue Hard (réhabilitation et construction de bâtiments, équipement de mobilité, de bureau et d'informatique, installation en énergie et eau, etc) et d'un point de vue Soft (formation, Accord d'exécution, mission de suivi, coaching, etc.). La liste, relativement exhaustive, donne la « température » assez précise pour comprendre toute la dimension du projet et tous les aspects qui ont été mis en œuvre dans ce renforcement des capacités des administrations centrales, décentralisées et déconcentrées.

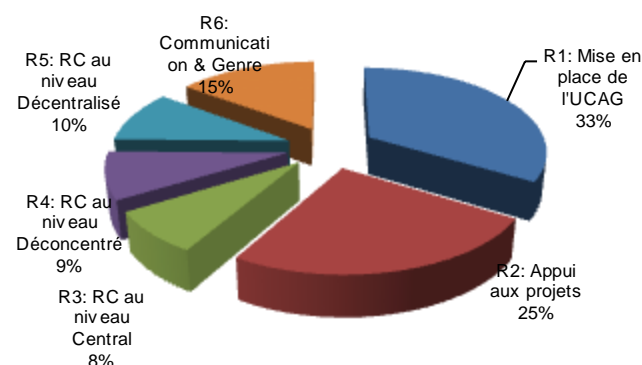
Dans le cadre de la mise en œuvre des résultats, l'UCAG utilise un outil de suivi de gestion du temps en fonction des activités menées pour chacun de ces résultats. On note un grand changement entre 2012 et 2015 où les activités R1 et R2 (mis en place des UCAG et Coordination sectorielle & Appui aux programmes) occupaient plus de 50% du temps des activités de l'UCAG en 2012 pour moins de 20% en 2015.

Par contre, on note en 2013, un appui plus prononcé au niveau des provinces pour les services déconcentrés de l'État et les entités décentralisées que sont les Ministères provinciaux. Ceci s'explique principalement par les réhabilitations qui ont été faites au niveau des provinces et de la mise en place des accords d'exécution qui ont été établis en Avril 2013 et ont fait l'objet du suivi rapproché pour leur mise en œuvre.

En 2014, le temps global consacré au R1 continue de diminuer (6%), et on note un regain d'attention au niveau de l'appui aux provinces/programmes (21%) et l'appui au niveau central (16%). Ces augmentations sont dues au démarrage des programmes effectifs dans le Bandundu et le Kasai Oriental avec l'appui aux formulations et identifications dans la Tshopo (PRODAT et PRODET) et au Maniema (PRODAM et PRODEM) respectivement. L'augmentation au niveau central est due à la signature des accords d'exécution pour 5 directions de secrétariat général au niveau de l'AGRI.

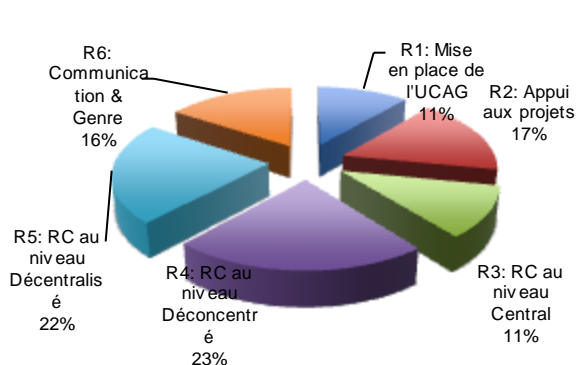
Aujourd'hui fin 2015, l'UCAG a consacré plus de temps au niveau des provinces avec 55% du temps consacré entre le R4 et le R5. Donc au final, on note que l'évolution du temps par résultat a évolué significativement en fonction de l'avancement du projet donnant ainsi une tendance-température sur l'appui aux bénéficiaires.

Temps par résultats en 2012

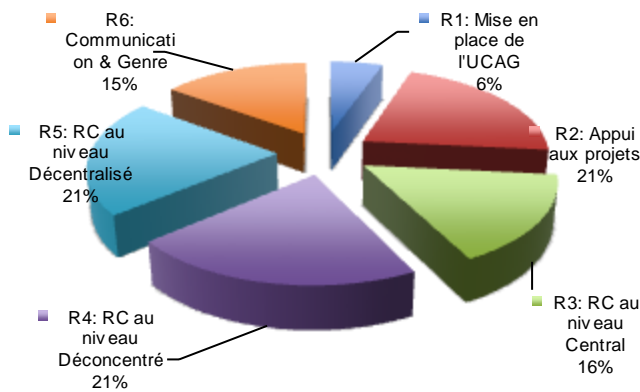


Source : UCAG-MINAGRI

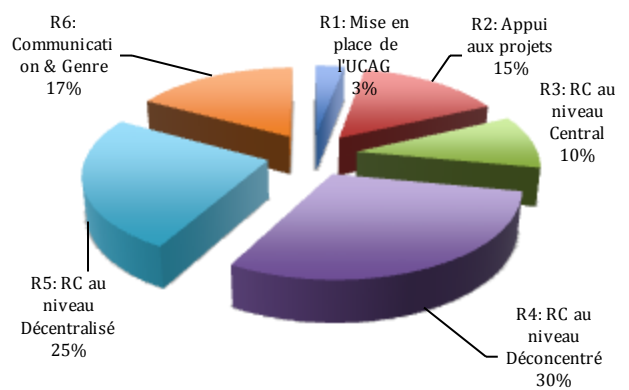
Temps par résultats en 2013



Temps par résultats en 2014



Temps par résultats en 2015



Source : UCAG-MINAGRI

Les plans de formation (détail en annexe 1) ont été élaborés et dispensés pour l'ensemble des agents de l'État que les UCAG appuient dans le cadre des Résultats 3 à 7.

Au niveau du MINIDER, 20 formations ont été organisées pour 237 jours (1.032 heures) de formation en faveur de 49 participants (12 femmes) dont 25 cadres et agents des directions et services clés de l'Administration et 24 agents et personnel de l'UCAG-MINIDER + 250 Heures de réunion de travail hebdomadaires sur l'élaboration de manuel de référence, la définition de la vision, la définition du cadre organique ainsi que de la répartition des tâches et attribution correspondantes au niveau central, décentralisé et déconcentré. Une large équipe de l'administration du développement rural a été associée à cette rédaction (et ont cosigné le manuel), de telle sorte que la vision de la formation pour une administration de proximité efficace, est largement partagée, et les outils vont rester opérationnels bien au-delà de la vie des UCAG et cela s'inscrit pleinement dans la réforme du Ministère. Les agents du niveau central ont été « les formateurs du niveau provincial (décentralisé) ; les agents de province ont été les formateurs du niveau territoire et secteur ; l'inspecteur de territoire est associé au suivi des formations en secteur et ainsi c'est toute une chaîne qui est activée, pour une administration de proximité effective et efficace à la base, et pour que le niveau central (et provincial) serve d'impulsion et d'appui ; de plus ceci facilite largement la restauration de la communication entre tous les niveaux. Au total, 1145 agents (cumulé) ont été touchés par les formations du Développement Rural pour la somme de 214,000€.

Au niveau UCAG- MINAGRI, 20 formations ont été organisées pour 256 jours (1.536 heures) de formation en faveur de 30 experts et agents de l'UCAG MINAGRI dont (7 femmes) et (23 hommes), leurs compétences ont été renforcées dans les 20 thèmes ci haut à ce jour.

Au niveau des agents du MINAGRI dans un premier temps, 11 formations ont été organisées pour 156 jours (936 heures) de formation en faveur de 713 Ministres Provinciaux, Directeurs des services, Inspecteurs Provinciaux, cadres et agents du Ministère de l'Agriculture (du niveau central, décentralisé et déconcentré) et d'autres membres des structures des concertations locales (CARG) (dont 533 hommes et 180 femmes), leurs compétences ont été renforcées dans les 11 thèmes ci haut à ce jour.

Au niveau des agents du MINAGRI dans un deuxième temps 08 formations complémentaires ont été organisées pour 237 jours (1.422heures) de formation en faveur de 1.376 (cumulé avec premières formations) Directeurs des services, Inspecteurs Provinciaux, cadres et agents du Ministère de l'Agriculture (du niveau central, décentralisé et déconcentré) et d'autres membres des structures des concertations locales (CARG) .

Certains modules/formations de ces plans ont été reconduit et mis en œuvre au cours de la dernière l'année 2015 (suite à une forte demande des participants et aux évaluations des plans) afin d'assurer un renforcement des capacités pour un plus grand nombre de bénéficiaires. Outre ces plans globaux, plusieurs formations ont eu lieu, notamment, une formation en Décentralisation et Gouvernance pour les Ministres Provinciaux et Directeurs Nationaux à Wageningen en collaboration avec le programme PRECOB. Une deuxième étape de formation, toujours sur le même thème, s'est déroulée à Zongo (17-21 Nov. 2014) avec des participants (40 au total) des 4 provinces du PIC et de Kinshasa. La troisième étape de cette formation a eu lieu dans la province du Maniema avec les acteurs locaux des territoires et secteurs.

Des formations en Planification, Suivi & Évaluation ont été suivies par les agents PSE des cellules des deux UCAG à GOMA et donnant aussi suite à une formation dispensée, en Juin 2013, avec la collaboration des collègues CTB-Burundi, Des formations informatiques ont été dispensées pour l'ensemble des agents IPAPEL, conseillers des ministères provinciaux et coordonnateur de CARG, afin d'avoir les premières notions (et avancé pour certains) lors de l'utilisation des matériels informatiques prévus par les UCAG

Toutes les formations et ateliers dispensés par l'UCAG MINAGRI a atteint un effectif d'environ 1.810 personnes dont (Ministres Provinciaux, Inspecteurs, Cadres, Agents, Directeurs des Cabinets des Ministres, Conseillers, Membres des structures des concertations, membres de la société civile) dans les 4 provinces et Au niveau centrale (Voir tous les rapports des formations disponibles) et cela a couté 641.676€

Par ailleurs, l'analyse des études a permis d'exprimer clairement que l'administration provinciale avait besoin d'un appui du point de vue matériel et technique pour renforcer ses capacités et exercer ses fonctions régaliennes en se fixant des objectifs. Bien que les provinces aient des besoins en matériel roulant, en mobilier, en formation technique, etc., elles ont essentiellement besoin de s'organiser afin de définir leur plan de travail en se fixant des résultats à atteindre et d'assurer un suivi-évaluation des activités menées sur le terrain et avec les acteurs du secteur agricole. En second lieu, la RDC est dans une période de mise en œuvre d'un processus de décentralisation et instaure des Ministères Provinciaux constitués d'un cabinet de conseillers et d'un Ministre Provincial (au cours de la rédaction de ce rapport la RDC passe de 11 Provinces à 26 Provinces avec une phase de transition voyant la mise en place de Commissaire Spéciaux). Cette entité politique décentralisée doit jouer un grand rôle en étroite relation avec l'instance technique que sont l'IPAPEL et l'IPDR. Cependant, les liens et les modes de fonctionnement de travail ne sont pas à ce jour clairement définis.

Donc suite à ces analyses des études de base et formation de base et afin d'appuyer les structures Décentralisées et déconcentrées du Ministère de l'Agriculture et du

Développement Rural, des ateliers ont été organisés pour l'élaboration de plans d'action annuel, traduit en accords d'exécution (annexe 7), avec un engagement des différentes parties IPAPEL ; IPDR, et Ministère, avec au départ une réflexion participative développe leur propre plan de travail. Ces ateliers ont donné lieu à une meilleure compréhension, des relations opérationnelles entre les autorités provinciales et ainsi œuvrer de façon mieux concertée au développement du secteur de l'agriculture et du développement rural dans chaque province.

Ces plans, comprenant 7 résultats pour l'agriculture et 4 résultats pour le développement rural donnent suite à une planification des activités dans le temps pour une réalisation et mise en œuvre. Les moyens nécessaires, afin de réaliser ces appuis raisonnés et adaptés sont budgétisés dans la mesure des moyens disponibles dans le DTF du Projet. Il est à noter que ces accords d'exécution n'ont pas pour effet de se substituer au rôle de l'État mais bien d'un accompagnement dans la démarche de la décentralisation et de la déconcentration que prônent les autorités nationales de la RDC.

2.1.1 Analyse des résultats

2.1.2 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact¹ (impact potentiel) ?

Pour parler d'impact, il faut aussi revenir sur le contexte de la RDC. La population en RDC dispose d'un pouvoir d'achat extrêmement faible, elle vit en dessous du seuil de la pauvreté et selon toutes les informations internationales, le pays serait le plus pauvre de la planète (186ème sur 187 pays répertoriés (juste avant le Niger) , rapport UNDP 2014). A ceci s'ajoute, l'isolement des zones de production, une dégradation des infrastructures (et son inexistence), des intrants trop chers, inexistants ou inappropriés, une faible organisation du monde agricole et une législation faible pour la mise en œuvre d'un développement de ce secteur.

Il existe une volonté de mise en œuvre effective de la décentralisation pour des stratégies mieux adaptées aux réalités locales afin d'assurer un rôle des administrations provinciales plus proche des besoins des populations. Cette volonté est concrétisée au développement rural par la mise en place d'une administration de proximité au niveau de secteur, et d'agents déployés dans les groupements. Toutefois, le financement par l'état de ces administrations (personnel et budget de fonctionnement) reste aléatoire et fonction de la fiscalité locale et de la mise en œuvre d'un budget de secteur qui prend en compte ces besoins.

Les politiques provinciales ne sont pas toujours claires et, dans le secteur agricole, il existe souvent une inadéquation entre les directives nationales et les orientations provinciales (ex. les parcs Agro-Industriels, la distribution de tracteurs, et les campagnes agricoles). Il est important de faire un grand travail de sensibilisation, d'information, afin d'avoir une intériorisation du processus de décentralisation.

Outre ce processus, il faut noter que les problèmes, constats, et analyses restent les mêmes depuis les dernières décennies, en grande partie dû à l'inexistence d'une véritable politique nationale agricole et une vision globale du devenir du secteur agricole et rural comme moteur économique de croissance. A ce titre, les PTF ont élaboré avec le

¹ Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural une feuille de route de gouvernance du secteur, mais qui après quatre ans d'existence a très peu évolué, voir stagné. Sans un engagement fort des autorités congolaises, toutes feuilles de route, tous programmes ou plans nationaux resteront des documents, certes au combien important, mais au combien statique et sans effet positif d'un vecteur de croissance pour le secteur.

Donc en prenant en compte ce qui précède, certes les UCAG ont apporté une pierre à l'édifice, mais il serait prématuré de dire qu'un impact ait été atteint, même potentiellement soit-il, et même si le dynamisme des administrations est visible, mais au combien fragile.

2.1.3 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

L'ancrage institutionnel des UCAG reste le point le plus approprié pour l'atteinte de l'objectif spécifique. Il permet de travailler dans les locaux de l'administration et par conséquent d'avoir une proximité avec les agents de l'État. Ce rapprochement permet de suivre au quotidien les activités au sein du Ministère, de voir les PTF qui œuvrent dans le secteur de l'Agriculture et du développement rural et donc de mieux harmoniser les activités. Toutefois, il existe de nombreux défis pour que ce contexte institutionnel soit plus favorable pour l'atteinte de l'objectif spécifique escompté par le projet. D'ailleurs lors de l'EMP, il avait été proposé de reformuler l'OS, mais cette recommandation n'avait pas été retenue car cela n'aurait pas changé l'approche et les activités en cours. Les principaux défis peuvent se résumer comme suit :

L'amélioration du fonctionnement interne du Ministère à travers (i) la réforme de l'administration ; (ii) la restructuration des directions pour des services réels aux acteurs du secteur ; (iii) une adaptation du cadre législatif et la revalorisation du secteur judiciaire sont (ou seront) des directives incontournables pour que le Ministère et ses deux secrétariats généraux (aujourd'hui avec deux Ministres suite à la nouvelle recomposition du gouvernement en début décembre 2014) assurent leur mandat régalien et de garant d'un bon développement du secteur de l'agriculture et du développement rural.

Une augmentation de l'allocation du budget national au secteur, avec une priorité aux investissements productifs par rapport aux dépenses courantes de fonctionnement en vue d'une relance de la productivité, et la mise en place de mécanismes de contrôle et de mise à disposition réelle des fonds.

Plus concrètement, la RDC doit s'engager à réaliser l'engagement de Maputo à allouer au moins 10% du budget de l'État au secteur agricole en vue d'assurer une croissance agricole d'au moins 6% l'an dans le cadre du PDDAA. De plus, une analyse des dépenses agricoles dans les dépenses publiques montre que la RDC se classe bon dernier et après la Guinée Équatoriale sur une moyenne des dix dernières années.

2.1.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints et contribués à l'Outcome ? Expliquez

Concernant le résultat 2, les UCAG ont effectué un grand nombre des missions d'accompagnement de terrain (167 pour Agri pour la somme de 420,000€ et 339 pour DR pour la somme de 430,000€) et de travail de proximité dans les quatre provinces du PIC (plus Katanga jusqu'au début 2014 avec la fermeture du PRODEPAK). Les projets ASS2 et APV3 ont été sous la coordination de l'UCAG-MINAGRI depuis mi-Août 2013 (avec le départ des chefs de projet ATI) et donc a assuré les planifications, la mise en œuvre des

activités et le suivi au quotidien jusqu'en Août 2014. Le suivi de la prolongation du PAIDECO-Tshopo et l'attribution de l'ensemble des marchés publics et des activités a permis d'avoir une clôture « honorable » de ce projet mi-2104 (fin de la CS) mais effective fin 2014 avec la fin des travaux de l'hôtel de ville et le bâtiment 1925 (SMCL de clôture en date du 20 Novembre 2014). Le projet PREPICO a pris fin au quatrième trimestre 2104 et était suivi principalement par l'ATI Coresponsable MINIDER. Enfin, l'UCAG travaille avec le PRODADEKK (PRODAKK & PRODEKK) depuis début 2013 et celui du PRODAKOR et PRODEKOR depuis Septembre 2013. Les programmes PRODAT et PRODET ont été signés début Novembre 2014 et donc le démarrage a eu lieu au premier trimestre 2105. L'UCAG (Agri et DR) a participé aux ateliers d'identifications et aux formulations des programmes. A l'heure où nous écrivons ce rapport final, le DTF du PRODAM et PRODEM est encore en cours et ces deux programmes devraient voir le jour au deuxième trimestre 2016.

L'ensemble des réhabilitations prévues dans les études de base est finalisé. Ces réhabilitations/constructions ont fait l'objet aussi d'un appui en matériel (informatique, moto, vélo, bureaux, etc.) afin de donner un cadre de travail optimal, afin de remettre une administration en service et au final de répondre au besoin des populations. Chaque IPAPEL et MDR sont aussi constituée de l'outil informatique (avec accès internet), d'une salle de réunion équipée d'un projecteur et ordinateur (IPAPEL) pour assurer des réunions, ateliers, etc. De plus, l'IPAPEL et MDR possèdent un centre de documentation avec des livres techniques spécialisés dans les divers domaines liés à l'Agriculture et à son développement. Le tout est couplé avec des plans de gestion et d'utilisation des équipements et infrastructures.

Les Accords d'Exécution (comme expliqué en fin du §2.1) ont été reconduits plusieurs fois au cours de l'UCAG mais dans les dernières phases, avec la complémentarité plus accentuée des programmes PRODADEKK dans la Province du Bandundu, du PRODAKOR/PRODEKOR dans la Province du Kasaï Oriental et du PRODAT et PRODET dans le District de la Tshopo. Pour le développement rural, il n'y a eu qu'un seul accord d'exécution ; comme le démontre le rapport de capitalisation de Bertus Wennink (Consultant KIT), ces accords ont permis une efficacité redoublée aux administrations de développement rural de province (Kindu), de territoire (Kasongo) et de secteur (Kayuyu)

2.1.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?²

Les enjeux majeurs, dans le cadre d'un tel programme, restent la réforme de l'administration (organisationnelle et fonctionnelle), une décentralisation effective et un engagement budgétaire de l'État pour le fonctionnement des administrations centrales et provinciales. Ces 3 éléments sont quasi des conditions sine qua none pour assurer un véritable partenariat, une durabilité des actions et investissements réalisés et une appropriation des mandats aux services des populations rurales et agricoles en RD Congo. Ces enjeux ont été pris en compte depuis le début de la mise en œuvre du programme en invitant les ministères à leur engagement, de la mise à disposition de moyen et de prise d'initiative. Cependant, le changement régulier de Ministres Nationaux (4 postes en 4 ans) de Ministres Provinciaux (6 postes sur les 4 ans dans les 4 provinces),

² Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

et d'Inspecteurs Provinciaux Agriculture tout comme Développement Rural (4 postes sur les 4 ans dans les 4 provinces), et enfin le démembrement et la nomination des commissaires spéciaux n'ont pas permis de doter l'administration de prise de décision et de suivi réel des dispositions d'accompagnement du projet.

2.1.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

Que dire des résultats inattendus ? Il est certainement plus adapté de dire que le projet UCAG a été à l'origine d'une redynamisation de l'administration, d'une prise de conscience et responsabilisation des uns et des autres et d'un regain du goût au travail. Beaucoup des administrés s'étaient sentis « abandonnés » et donc cet appui des UCAG a redonné une certaine énergie et une volonté d'être au service des populations et de jouer un rôle régalien notoire pour lequel, l'agent fonctionnaire reconnaît être d'une certaine utilité au service des populations. Nous pensons que les deux images ci-dessous parlent d'elles même sur ce changement d'attitude et de fonctionnement.

Avant 2012



Après 2015



2.1.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

Concernant le VIH-SIDA

Lors de sa formulation, l'UCAG-MINIDER a été doté d'un montant de 250.000 € pour le thème transversal à savoir le VIH/SIDA. Un expert chargé de la lutte contre le VIH/SIDA a été recruté au mois de janvier 2012 pour mettre en œuvre le volet VIH/SIDA. Pour ce faire, le chargé avait pour mission de promouvoir la lutte contre le VIH/SIDA en organisant les campagnes de formation et de sensibilisation des partenaires des ministères au niveau central, décentralisé et déconcentré, ainsi qu'appuyer sur terrain les équipes des projets et programmes de la CTB/RDC avec les autres acteurs impliqués dans leur aire d'intervention en matière de la lutte, d'où, l'appui technique de l'expert au PREPICO3 et Kasai Oriental sur le PRODEKOR.

Par ailleurs, les activités proprement dites ont commencé à partir du mois de septembre 2012 par une série de sensibilisation couplée avec le conseil de dépistage volontaire du VIH à Kinshasa et les provinces, 1.937 personnes ont été sensibilisées et 609 dépistées, en plus, 14.089 préservatifs ont été distribués.

La production de quelques supports de communication entre autres 1000 autocollants, 1000 brochures Sida sans tabou, et 500 synthèse du Plan sectoriel de la réponse au VIH/SIDA et IST 2011-2014, 88 affiches sur support ABS et 650 T-shirts ont été distribués aux participants de nos différentes activités tant à Kinshasa qu'aux provinces.

A partir de 2013, nous avons résolu de procéder aux formations des pairs éducateurs qui sont des personnes formées de manière à mener une lutte de proximité par les causeries éducatives dans le cadre de la communication pour le changement de comportement à la base soit au sein de leurs communautés respectives, pour cela, 433 personnes ont été formées en provinces et territoires.

L'actualisation du Plan sectoriel de la réponse au VIH/SIDA et IST 2015-2017 avec l'appui de l'UCAG constitue un apport capital à la lutte contre au secteur agriculture et développement rural car elle a démontré à suffisance l'implication de la CTB en général à l'alignement dudit secteur aux prescrits du Plan stratégique National de lutte contre le SIDA 2014-2017 du PNMLS, l'organe régulateur de la lutte contre cette pandémie en RD Congo.

Concernant le Genre

L'intégration genre en termes de l'équité et de l'égalité homme-femme est devenue une approche au cœur d'un développement durable et une préoccupation transversale dans tous les secteurs de la vie.

La RDC à ce jour à ratifier, éditer plusieurs textes d'engagements internationaux, régionaux, sous régionaux et nationaux à la matière. C'est ainsi qu'en 2011 la RDC a adopté une stratégie d'intégration genre dans le programme et projet de développement Dans le cadre de la mise en œuvre du DTF des UCAG, concernant les TT en l'occurrence l'aspect genre dont les différents d'interventions ont été plus ciblées vers les personnels du projet, des structures centralisées, déconcentrées, et décentralisées des bénéficiaires directs .L'approche genre prit dans sa transversalité a guidé toutes les interventions des UCAG avec impact sur les 6 résultats, repris dans le DTF avec une ligne budgétaire spécifique aux actions à mener.

Les différentes stratégies et actions ont été mises en place avec impact auprès des bénéficiaires. Nous citerons :

- Le genre au milieu du travail
- La promotion genre au sein du ministère (structures centralisées, déconcentrées, décentralisées et des projets
- La communication genre

Les activités concernant les thèmes transversaux ont concernée:

Au niveau du projet

Présence de trois responsables chargés chacun d'un aspect (Genre, VIH, Environnement) ; logés dans trois Ministères (Genre= Agriculture, VIH = Développement Rural, Environnement = Enseignement primaire, Secondaire et Professionnelle. (Voir DTF)

La promotion de l'égalité chances par la présence féminine dans l'équipe des UCAG de 30% du personnel

Atelier ou session de formation sur l'élaboration du Draft du plan d'action genre pour les secteurs agricole et éducation et réflexion sur l'impact réel des thèmes dédiés au mois de la femme assorti des recommandations sur l'efficacité et l'efficience des thèmes choisis.

Appui aux programmes :

PRODADEKK:

- Collecte des données pour le plan stratégique genre de deux territoires Bagata et Masi Manimba
- Ateliers des formations dans les territoires Kenge, Masi Manimba, Bagata (thèmes approche genre et développement, genre–croyance, genre–chaîne de valeurs)

Appui à la formulation du programme PRODAM-MANIEMA sur les aspects genre

Au niveau de la structure centrale

- Étude genre au niveau de la structure centrale (Ministère/Secrétariat général Agriculture) doter la structure centrale d'une banque de données différenciées par sexe sur lesquelles seront basées des politiques sectoriels en vue de l'équilibre genre)
- Élaboration d'un répertoire genre de tous les partenaires en charge du genre (institution, PTF, provincial) au moins 60 noms répertoriés
- Renforcement des capacités des points focaux (Agriculture, Développement rural à des sessions de formations (plaidoyer et lobbying)
- Appui institutionnel dotation des documents Genre et conseil sur l'intégration genre dans les politiques sectorielles lors des différentes rencontres par des échanges avec des autorités en charge de la thématique.

Structures déconcentrées dans les différentes zones d'interventions (Bandundu, Kindu, Kisangani, Mbuji Mayi) des ateliers de formations sur :

- Approche genre, leadership féminin, organisation féminine, entrepreneuriat féminin, conscientisation des participants sur leur rôle dans l'orientation des filles vers les écoles techniques et professionnelles. Dans l'ensemble de ces ateliers plus au moins 500 personnes dont plus de la moitié ont tiré profit de nos interventions
- Accompagnement des structures par la désignation d'un point focal genre
- Élaboration de plan d'action genre dans chaque province

Faiblesses en termes de difficultés en rapport avec les appuis genre

Après des structures appuyés :

- En termes de pérennisation des acquis absence d'une ligne budgétaire claire et nette au niveau des structures étatiques en rapport avec la prise en compte du genre
- Multiplicité ou absence des plans d'actions genre selon les structures ceci nécessite l'harmonisation pour une utilisation rationnelle (division genre, les points focaux.
- La plupart des points focaux genre désignés au niveau des zones d'interventions ont besoin de renforcement des capacités.
- Vieillesse du personnel Administratif dont la plupart tendent vers la retraite qui remet en cause la pérennisation des acquis (faible ou non-participation des jeunes qui pour la plupart sont des nouvelles recrues)
- La vision dans la plupart des programmes de développement porte sur la promotion du leadership féminin. Mais sur l'ensemble du personnel des UCAG :

EPSP ; MINAGRIPEL ; MINIDER, les pourcentages du personnel féminin est très faible. (plus au moins 30%). Nous pensons que tous les programmes de développement qui militent en faveur d'égalité genre, devraient ouvrir plus d'opportunités aux candidatures féminines (Prévoir un système de quota) mais au-delà de tout cela n'oublions pas que l'aspect compétence est une qualité à ne pas négliger si nous tenons à la performance organisationnelle.

- Le DTF des UCAG parle de la transversalité du genre dans le six résultats mais le recadrage du volet genre le plus souvent dans le R6 était des fois un élément à confusion. Que le DTF de programme prévoit d'une façon très claire et nette le résultat genre en rapport à un programme donné.
- Certaines activités prévues (planifiées) dont les TDR existent (la restitution de l'étude genre au niveau central, la transformation de produits agricoles, les défis de l'entrepreneuriat féminin, et la mise en œuvre des certaines activités jugées prioritaires proposées par les bénéficiaires lors de nos descentes sur terrain) n'ont pas été réalisés Nous espérons que les différents programmes pourront en tenir compte
- Nos interventions dans l'ensemble n'ont pas atteint une grande cible, en termes de l'effectif général des agents que regorgent les administrations à tous les niveaux des structures étatiques.
- La non descente au niveau des territoires, secteurs ou le MDR a élargi ses interventions nécessité un regard pour les nouveaux programmes pour des activités genre en terme des sensibilisations pour ramener tous les bénéficiaires à un même niveau.

Piste des solutions

- Les structures étatiques (Les Ministères bénéficiaires de l'appui des UCAG) devront plus se rapprocher des programmes pour une synergie des activités genre, cadrage des activités en vue d'une pérennisation à long terme.
- La signature des accords d'exécutions entre les programmes et les structures étatiques pourrait être une façon efficace et efficiente de renforcer, d'accompagner la mise en œuvre de plan d'action genre élaboré au niveau des provinces (division genre, points focaux des IPAPEL, IPEDRAL...)
- Une méthode efficace de la prise en compte de l'approche genre dans un programme ou projet se focalise aussi sur l'adhésion ou l'implication de tous les collaborateurs, membres de l'équipe du projet. Ceci sous entend un renforcement des capacités de tous (personnels en la matière) afin de faciliter le bon travail du chargé genre au sein du projet ou programme.
- Un résultat spécifique genre dans le DTF est une arme majeure dans l'orientation des activités par les responsables genre en termes d'impacts, les effets réels du projet en la matière (une vision claire en termes de résultat voulu).

Valeur ajoutée

- L'appui des UCAG concernant les TT à travers les ateliers des formations, productions des outils didactiques et autres documents sous différents modules ont servis de base pour améliorer certaine considération à savoir :
- Le Genre n'est pas une affaire des femmes seulement » mais « affaire de tous (hommes et femmes).

- La bonne appréhension de la notion du genre.
- La promotion de TT a favorisé une bonne ambiance et condition du travail, présence féminine remarquable bien que minime, une préoccupation majeure de voir les femmes participer à toutes les activités mener au sein des UCAG, le choix capital des thèmes des formations (travailler en équipe, diriger une équipe) selon les besoins avec comme ancrage des changements nécessaires dans le rendement du travail auprès de nos cibles et personnels des UCAG.
- La réhabilitation, construction des bâtiments ont fait qu'aujourd'hui les agents et cadres dans les différents ministères travaillent dans des bonnes conditions, en raison d'un environnement sain, la performance dans le travail (dotation des équipements bureau et autres), des salles informations où femmes et hommes (agents et cadres).
- L'amélioration du comportement des agents et cadres étatiques (hommes et femmes) se concrétise au niveau des structures étatiques tant nationales que provinciales par la participation des femmes à toutes les activités. Rien ne peut se réaliser sans la présence féminine. La représentation des femmes devient une préoccupation de tous. Le grand défi reste; la représentation des femmes aux postes de commandements au sein des structures pour une participation dans le cercle de décisions.

Concernant la communication

Reconnaissons que la communication de l'UCAG-MINAGRI a fonctionné de manière discontinue au début du projet avec le départ en Juin 2013 de l'ATN Communication

Ce service prendra son envol au début 2014 avec le recrutement et l'entrée en fonction du nouveau Chargé de communication, qui va piloter un programme de communication orienté essentiellement sur l'élaboration et la mise en oeuvre des plans de communication des services bénéficiaires au niveau central et provincial.

Ceci passera notamment par le renforcement des capacités techniques et des compétences des cellules de communication du secrétariat général au niveau central, et des IPAPEL au niveau des provinces couvertes par le projet UCAG.

Signalons également une évolution très prononcée en terme de collaboration et de complémentarité entre les services de communication des UCAG AGRI et DR d'une part, et entre le service de communication de l'UCAG AGRI et ceux de la CTB, notamment à la RR et aux programmes provinciaux (PRODAKOR, PRODEKOR, PRODADDEK).

ACTIVITES REALISEES

A. Formations et Coaching en Communication

AXE 1 : Renforcement des capacités techniques de la plateforme de communication

1. Thème : LES PRATIQUES DE COMMUNICATIONS

Les Modules :

- Plan de communication
- Choix de bons outils de communication
- Identification des cibles de communication
- Formulation d'objectifs de communication
- Élaboration des messages de communication simples mais efficaces
- Techniques d'interview radiophoniques
- Techniques de prise des vues (Photo & Vidéo)

Bénéficiaires : Niveau central : Les cellules de communication du MINAGRI et du

MINIDER, SNV & SNIR. Total : 20 personnes.

Niveau provincial : Les cellules de communication de l'IPAPEL, MDR, CABINET DU MINISTRE & CARG. Total : 12 personnes / province

Axe 2 : Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan de communication

2. **Thème 2 : PRODUCTION REDACTIONNELLE** (Coaching conjointement organisé avec l'UCAG MINIDER)

Les modules :

- Mise en œuvre du plan de communication
- Production d'un article de presse
- Publication d'un bulletin d'information
- Production des messages de sensibilisation et vulgarisation
- Animation d'émissions radio de qualité.
- Mise à jour des blogues.

AXE 3 : Appui au développement et la mise en ligne du site web.

3. **Thème 3 : GESTION DE CONTENU DU SITE WEB**

Bénéficiaires : Cellule de communication du Secrétariat Général MINAGRI

B. Acquisition et Production d'outils

➤ **Acquisition :**

- 5 Kits de reportage pour les cellules communication (central + provinces)
- 1 Imprimante PIXMA CD/DVD & Photo (central)
- 1 Duplicateur CD/DVD (central)
- Logiciels de traitement audiovisuel (Collection Adobe CS5)

➤ **Production :**

- Émissions **(380)** et spots **(30)** radio (central et provinces)
- Vidéo magazines et films **(800)**
- Dépliants : (UCAG **(6000)**, GENRE **(2000)** & IPAPEL **(8000)**)
- Brochures (Bulletin UCAGs **(1500)**,
- Documents officiels (Loi Agricole **(2000)**, Guide du vulgarisateur **(2000)**, Code de conduite de l'agent de l'État **(2000)** Rapports Annuels UCAG)
- Tableaux des réalisations de l'UCAG **(8)**
- Panneaux de sensibilisation et éducation à la salubrité **(4)** (central)
- Newsletter MINAGRI, Agendas **(600)**, Fardes **(2000)**.
- Gilets UCAG **(300)**,

Communication genre : production des outils didactiques genre avec des messages porteurs des changements sociaux auprès des bénéficiaires en vue de rééquilibrer les rapports sur base d'équité, promotion des femmes :

Production affiches genre 2000 ;

Brochure «Témoignage de femme (édition1) 1000, (édition2) 1000 »les Témoignages des femmes engagées dans l'agriculture, l'apport de l'éducation en rapport avec leurs activités ;

- Dépliant genre 1000 ;
- Bande dessinée « lisungi »relate la vie dans un ménage agricole et l'apport des

- agents étatiques, association dans la vie d'une agricultrice ;
- Reproduction de documents genre (500 exemplaires rapport national genre ;
- Stratégie de la planification et budgétisation genre) doté les structures des documents genre ;
- Production et diffusion dans les zones d'interventions des spots et émissions genre en 4 langues nationales,
- Réalisation de deux versions de film fiançailles académiques « sensibiliser sur les type des violences en milieu universitaire (100 exemplaires) ;
- T-shirt véhiculant des messages « genre affaire de tous, genre en action).

Tout ceci dans le cadre l'appui à la plate-forme de communication pour les publications « genre »

En plus de tout ce qui a été mentionné, une émission de sensibilisation sur le VIH/SIDA a été réalisée en français, lingala, kikongo, swahili et tshiluba pour une large diffusion et une audience plus étendue dans l'aire d'intervention des projets PREPICO 3 avec la collaboration des radios communautaires partenaires.

2.1.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de back Stopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

Les UCAG n'ont pas eu de mission de Back Stopping proprement dit. Toutefois, une mission de backsopping sur les processus de changement, conduite par Joris Elegeert a néanmoins été conduite en associant les experts gouvernance des programmes provinciaux et de l'UCAG. Les UCAG ont eu par contre plusieurs audits sur le fonctionnement, sur l'administration finance et sur les MP. Au mois de février 2014, les UCAG ont eu l'évaluation à mi-parcours. Cette évaluation met en exergue les points suivants issus du rapport d'évaluation.

L'efficacité des activités à contribuer au renforcement des capacités des ministères centraux et provinciaux à gérer et suivre les projets/programmes des PIC n'est pas encore visible, sauf au Maniema (mission de capitalisation de KIT Amsterdam, Bertus Wennink) mais où le programme provincial est encore en phase de formulation. L'appui à la gestion des projets est efficace et représente une véritable plus-value pour les programmes mais il ne génère pas encore d'effets sur les capacités de gestion et suivi des ministères centraux et provinciaux. Une synergie se construit autour de la commission provinciale routière, qui devient un cas concret pour la nouvelle direction DIAR, et le fait que le SIG en appui a la CPR est installé dans l'administration (ITPR, DR). La qualité des activités de renforcement de capacités proprement dites, même si elle peut encore être améliorée en termes de ciblage et de contenu, répond au besoin de développement organisationnel des ministères.

L'efficacité des projets UCAG souffre de coûts élevés en ressources humaines. Ces coûts sont générés par la gestion et le suivi financier et des marchés publics ainsi que les primes à verser aux ressources humaines congolaises, les retards dans la mise en œuvre des réformes et des retards dans la formulation des nouveaux programmes.

L'efficacité globale (effets réels au niveau de l'OS au regard des investissements dans les domaines concernés pour atteindre le résultat ciblé) demande d'être améliorée par un focus plus intensif sur le renforcement des capacités du Ministère central, des structures déconcentrées et des Ministères provinciaux.

A ce jour, les cadres de gestion et de suivi des politiques sectorielles restent rudimentaires et suspendus à l'implémentation des réformes au sein des institutions partenaires. Dès lors, les investissements engagés dans le développement organisationnel et institutionnel

– R3, R4, R5, R6 et (R7 pour l'UCAG MINIDER) – ne pourront pas produire des effets au niveau de l'OS dans le délai imparti. Les budgets alloués pour le renforcement de capacités apparaissent également limités compte tenu de l'ambition ce qui pourrait s'avérer restrictif dans les deux années à venir.

La définition de l'OS n'est pas bien précise. Ces indicateurs sont restés des variables qui reflètent mal la portée de l'OS et qui ne sont pas mesurables. L'OS ne permet pas non plus de mesurer les effets positifs générés par le R2 (appui direct à la gestion des projets/programmes). Il en découle que les anciens projets PIC sont appuyés et clôturés et que le retour sur investissement dans ce domaine de résultats ne se reflète pas dans les indicateurs de l'OS.

Le volet appui institutionnel (R7 du MINIDER) est opportun et pertinent par rapport aux besoins des ministères partenaires mais il est complexe à articuler au sein des UCAG. La mission d'évaluation à mi-parcours avait relevé que cet appui institutionnel présente toutefois un risque et en même temps une opportunité quant aux capacités institutionnelles à faire fonctionner un système aussi intégré. La mission de capitalisation de KIT, prouve néanmoins que la façon dont cet appui a été mené est pertinent, et donne des résultats effectifs d'une administration au service de la population. Le fait que le développement rural ne soit pas limité aux provinces et que l'expérience se soit déployée jusqu'en territoire et secteur était la bonne approche. L'administration de développement rural de Kindu a gagné suffisamment de crédit pour obtenir un appui supplémentaire du FIDA. Aussi pertinente soit elle, cela reste une expérience pilote, que le partenaire a sollicité dans le cadre de la réforme, et dont il doit capitaliser els résultats

En conclusion, les délais impartis sont insuffisants compte tenu de la logique d'intervention retenue dans le contexte d'intervention.

L'ancrage des UCAG au niveau du SG de chaque Ministère au niveau central est approprié et pertinent pour le renforcement des capacités de gestion et de suivi des directions nationales, pour le transfert de ces compétences vers le niveau déconcentré et décentralisé, et pour la coordination efficace des programmes sectoriels. C'est encore à ce niveau que se prennent les décisions sur la mise en œuvre de la politique sectorielle et c'est aussi là où se situent les directions appuyées.

Avec la décentralisation en cours et avec le démarrage des programmes provinciaux financés et mis en œuvre conjointement avec la CTB il faut redéfinir à tous les niveaux les fonctions du renforcement de capacités, le développement institutionnel et l'appui à la gestion des projets. Il nous semble logique de définir les besoins d'un appui à la gestion dans la perspective de cette décentralisation en cours, la mise en œuvre des programmes provinciaux et l'atteinte des objectifs spécifiques (au niveau des bénéficiaires) de ces programmes dans un contexte de la politique nationale et provinciale. La décentralisation aux gouvernements provinciaux, notamment en matière de définition, planification et suivi des politiques agricoles, développement rural et formation technique professionnelle, remet en question un ancrage seulement au niveau central dans l'avenir. La décentralisation au niveau des secteurs et territoires, est une autre étape ; elle s'aligne clairement dans la stratégie de réforme du Ministère du Développement rural, mais le processus global de décentralisation, et ses a coups, laisse planer des doutes sur la généralisation à moyen terme de cette approche

La pertinence de la mission de renforcement de capacités des institutions partenaires est d'autant plus forte dans le contexte de réforme de la RDC. Des solutions pour mitiger les risques quant à la durabilité des acquis ont déjà été identifiées par les UCAG et sont à l'œuvre. La question de la pertinence se pose davantage vis-à-vis de l'échéance des projets UCAG fixée à 2015, échéance qui apparaît trop rapprochée dans le contexte.

L'articulation des différents niveaux d'appuis aux projets – CTB Bruxelles, représentation, UCAG – souffre de quelques faiblesses à ce jour, notamment avec le développement d'une approche programmatique du PIC 2010-2013. La pertinence des missions des UCAG vis-à-vis des programmes provinciaux n'est pas remise en cause, mais appelle à une révision de l'articulation entre ces différents niveaux d'appui.

La coresponsabilité est globalement conforme à ce qui était décrit dans les DTF mais elle souffre des capacités faibles au sein des ministères partenaires. En matière de gestion des marchés publics, la responsabilité a été partagée aux différentes étapes de la passation des marchés conformément aux DTF.

Le faible développement et l'instabilité du cadre organisationnel des institutions partenaires n'ont pas encore permis de pérenniser les résultats à ce stade et la plus-value de la coresponsabilité n'est pas encore avérée.

L'engagement des partenaires est notable à tous les niveaux d'intervention et il existe des signes d'appropriation/réappropriation de stratégies et outils réactivés par les UCAG. L'appropriation effective et durable nécessitera l'engagement du partenaire dans l'amélioration de la gouvernance dans sa gestion des finances publiques et de la communication entre le niveau central et les provinces.

De ce qui précède, la mission d'évaluation a fait certaines recommandations ou nous donnons aujourd'hui dans ce rapport de résultats, le statu et le suivi qu'il en est fait (processus en cours).

R1 : Réorganiser les UCAG AGRI et MINIDER en une unité conjointe d'appui à la gestion pour le ministère de l'agriculture et du développement rural.

La fusion entre les deux UCAG est pertinente eu égard à la priorité nationale de désenclavement des zones de production agricole pour accroître la productivité du secteur, priorité dans laquelle s'inscrit la logique du PIC 2010-2013 avec une approche intégrée entre les programmes du secteur de l'agriculture et ceux des pistes et bacs.

Statut: Les UCAG sont effectivement aujourd'hui en synergie à travers la Coresponsabilité d'un seul ATI encadré par 2 ATN coresponsable. La cellule Finance & Administration est coordonnée par un seul MAF. Les complémentarités existent entre les cellules PSE et Com mais continuer à s'accroître pour créer des approches et des méthodes communes sur l'appui donné aux provinces (IPAPEL et MDR). L'administration de proximité, en secteur, symbolisée par la maison de développement rural, doit regrouper les agents du développement rural mais aussi de l'ITAPEL

R2 : Sécuriser l'intégration des nouvelles unités formées par les UCAG.

Conclure les négociations avec les ministères de la Fonction Publique, du budget et du Plan et convaincre les ministères de s'engager sur la mise à disposition des budgets de fonctionnement nécessaires à l'intégration et la stabilisation des nouvelles unités concernées pour la période de vie des UCAG.

Statu : Cette recommandation est en cours et elle va plus loin dans la mesure où les UCAG prônent au niveau des parlements provinciaux pour sécuriser des budgets de fonctionnement des IPAPEL et MDR par la Province.

R3 : Planifier pour une plus grande efficacité

La recommandation a deux composantes :

R3.1 : Réviser les indicateurs de l'Objectif Spécifique

L'objectif spécifique doit rester identique pour la période 2014-2015, mais avec une ambition réaliste (= les cibles de ses indicateurs) qui est révisée sur base d'une analyse des facteurs (contexte politique, réforme, décentralisation) et des acteurs (manque de moyens dans l'administration, pléthore du personnel prêt pour la retraite, les organisations qui ont peu de confiance en eux-mêmes, etc.).

Statu : Cette recommandation n'a pas été prise en compte évoquant le fait que de revoir les indicateurs n'apporterait pas nécessairement de plus-value à la mise en œuvre des activités planifiées par les UCAG.

R3.2 : Réviser la logique d'intervention pour atteindre l'objectif spécifique

D'ici à la fin des projets UCAG, il faut mettre plus d'accent sur la stratégie Renforcement des Capacités (RC) et cibler prioritairement les interventions ayant des effets directs sur la mise en œuvre des nouveaux projets en province dans tous les domaines de gestion, i.e. planification, suivi, finances, ressources humaines, aspects techniques, aspects institutionnels. L'approche RC doit être réaliste, compréhensive, holistique et flexible avec un focus permanent sur l'amélioration des performances de la structure ciblée.

Statu : Cette recommandation est prise en compte, même si cela était déjà prévu dans la stratégie de mise en œuvre des activités des UCAG. En effet, les RC en « Hard » sont aujourd'hui réalisées (Bâtiment, matériel informatique, matériel roulant, etc...) et l'accent est mis sur le RC « Soft » qui cadre sur l'élaboration d'Accords d'Exécution, la conduite de plan de formation et l'accompagnement de proximité des IPAPEL et MDR dans leur mandat régalié.

R4 : Renforcer l'engagement des ministères partenaires dans le partenariat

Pour que la coresponsabilité puisse générer une plus-value en termes de durabilité des acquis du renforcement de capacités, il faut renforcer le cadre organisationnel des ministères et de leur administration de façon à permettre une institutionnalisation des méthodes et outils transmis. Les coresponsables nationaux de chaque UCAG doivent faciliter la mise en œuvre de cette recommandation pour optimiser les effets de la coresponsabilité sur le renforcement des capacités des ministères.

Statu : La situation ici est mitigée en sachant que de revoir le cadre organisationnel des ministères est un chantier à part entière. Aujourd'hui, il faut effectivement plus d'engagement des Secrétaires Généraux, des Directeurs Nationaux, des Ministres Provinciaux de l'Agriculture et du Développement Rural ainsi que les Inspecteurs provinciaux. Sans cet engagement, le partenariat reste unidirectionnel ce qui entrave une véritable Coresponsabilité tant recherché dans la Coopération Belgo-Congolaise.

Il est à noter que le Ministère du développement rural a validé son nouveau cadre organique, et que cela est donc favorable à l'institutionnalisation des acquis apportés par l'UCAG ; il est également à noter que le groupe thématique inter partenaires techniques et financiers a validé les évolutions réalisées avec le support de l'UCAG, en particulier

pour la commission provinciale routière et pour la gouvernance locale (administration de proximité)

R5. Accompagner le processus de décentralisation

Cette recommandation se compose de deux axes :

R5.1 : Étendre l'appui au développement institutionnel à tous les secteurs d'intervention des UCAG

Les activités de l'UCAG MINAGRIDER contribuent à une réforme essentielle des institutions au niveau central, des provinces et des secteurs. C'est une approche intégrée qui contribue également au développement d'une gouvernance participative. Les institutions réformées doivent être renforcées pour exercer leurs nouvelles attributions et s'articuler au sein de chaque secteur – intégration verticale – et entre les secteurs – intégration transversale. Cette dimension "institutionnelle" est importante mais elle va au-delà de la mission actuelle des UCAG Agri et EPSP. Pourtant les faiblesses institutionnelles restent un frein au développement de l'approche programmatique du PIC 2010-2013. Il est donc recommandé d'appuyer le développement institutionnel dans les secteurs de l'agriculture et de l'enseignement technique et la formation professionnelle.

Statu : Cette recommandation est très évasive et reste d'ordre général. Dans la mesure où les UCAG travaillent sur le R3.2 cité ci dessus, nous estimons que les UCAG apportent leur pierre à l'édifice et que le chantier de la réforme institutionnelle ne peut se faire que par un engagement et une forte volonté du gouvernement congolais. Le nouveau cadre organique du Ministère du développement rural a été validé au cours de la vie des UCAG et l'expérience pilote de l'administration de proximité , pilotée avec l'appui de l'UCAG a apporté une contribution essentielle dans ce processus

R5.2 : Renforcer l'ancrage des UCAG au sein des SG des ministères au niveau central et réviser l'articulation entre les UCAG et les programmes du PIC 2010-2013.

La décentralisation en cours demande à formuler de nouveau la question de l'ancrage. Avec le développement d'une approche programmatique au niveau des provinces, le maintien de la cohérence entre les programmes de la CTB en RDC nécessite aussi que les interactions entre les UCAG et les projets soient définies. Il est recommandé de :

- Renforcer l'ancrage des UCAG au niveau central par le développement d'une stratégie concertée de capitalisation pour l'harmonisation et la cohérence de la coopération belgo-congolaise.
- Clarifier les informations à échanger aux différents niveaux et formaliser le cadre d'échanges (y compris les points focaux des UCAG) et de concertation entre les UCAG et les programmes provinciaux.
- Il en résulte une révision des rôles des UCAG et des programmes provinciaux vis-à-vis des ministères au niveau provincial et des services déconcentrés.

Statu : Cette recommandation s'inscrit comme une réalité car les UCAG sont bien ancrées dans les Secrétariat Généraux du Ministère de l'Agriculture et Développement Rural. Il est évoqué aussi dans le cadre de la continuité (après UCAG) des orientations pour garder l'ancrage institutionnel, son renforcement tout en assurant une continuité de la coordination sectorielle des programmes de la Coopération Belgo-Congolaise.

3 Durabilité

3.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Pour ce qui est de la construction réhabilitation des administrations nationales provinciales, la durabilité est certaine car il s'agit bien des bâtiments de l'administration pérenne. La rentabilité économique et financière s'apprécie au regard des (nouveaux) services rendu par cette administration. En plus d'un accompagnement technique, les UCAG ont aussi appuyé les administrations sur le plan financier, sans pour autant se substituer à l'État congolais ni donner de primes aux agents de l'État. Les accords d'exécution associés se sont basés sur le mandat institutionnel de l'administration et sur le plan de travail de l'équipe qui définit les résultats à générer.

Quels sont les risques potentiels ?

Le risque c'est la baisse d'activité dans les administrations provinciales et décentralisées, par démotivation ou fuite des fonctionnaires car mal payés, non (re)valorisés ; non concrétisation de services effectif rendus à la communauté. Il y a aussi le risque d'entretien insuffisant des infrastructures (bâtiments)

Quelles sont les mesures prises ?

Ces services qui ont été appuyés, s'inscrivent dans la durabilité, par exemple, dans l'entretien des routes : le système des comités locaux d'entretien routier, CLER évolue, avec la professionnalisation du système des CLER, le statut juridique aux CLER. La négociation avec le fond national d'entretien routier FONER a évolué pour prise en charge CLER en phase de post financement CTB. D'autre part, les IPAPEL et MDR, et particulièrement les équipes de Servicoms, ont réussi à offrir des services qui répondent à un monde rural congolais qui s'organise davantage. Les maisons de développement rural ont réussi à conclure des partenariats locaux avec volet financiers, basés sur la qualité des services. En outre, les salles informatiques, les centres de documentations et les salles de réunion mise à la disposition des IPAPEL et MDR sont elles aussi source de revenu pour assurer la maintenance du parc informatique, les entretiens réguliers des bâtiments, et l'achat de fourniture de bureaux.

3.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Dans le cadre des réformes prévues, les UCAG ont accompagné les IPAPEL et IPDR dans la révision de leur rôle et leur organisation interne, du mandat des agents et des descriptions de leurs tâches. À titre pilote, l'IPDR est devenue la « Maison de Développement Rural » (MDR) et ses agents sont devenus des « serviteurs de la communauté » (Servicoms) qui travaillent pour, et surtout avec, les communautés rurales.

Quels sont les risques potentiels ?

Il y a risque d'affaiblissement des processus engagés, à savoir, le rôle de l'administration locale, ainsi que celui de la commission provinciale routière, par manque d'implication et de suivi de l'État et par manque d'appropriation de la société civile des bénéficiaires finaux

Il y a risque de capitalisation insuffisante des acquis et leçons des projets actuels et vis-à-vis des 4 programmes PIC du fait du découplage de l'appui institutionnel UCAG MINIDER-MINAGRI vis à vis des programmes provinciaux, sur les organes de concertation CARG, conseil agricole de gestion, (processus de propriété presque exclusive de la cellule de réforme du MAPE alors que la dynamique communautaire est de la compétence du Développement Rural et des Organisations paysannes)

Quelles sont les mesures prises ?

Il fallait non seulement renforcer les administrations mais aussi pallier à la faiblesse des organes de concertation liés à l'engagement de société civile. C'est pour cette raison qu'il y a eu un travail avec la confédération paysanne CONAPAC pour investir dans ces organes de concertation, renforcer les accords entre la confédération paysanne et l'administration. L'UCAG a notamment contribué à la commission de rédaction des textes d'application de la loi agricole. Une continuité est installée avec des formations de l'ensemble des acteurs avec le programme bourses (PRECOB) ce qui a été réalisé au Maniema en juillet 2015. Enfin, pour le processus de coordination des interventions du secteur routier, les programmes provinciaux ont pris le relais dans l'appui aux programmes provinciaux (réforme engagée par l'UCAG au niveau central et les partenaires du GT9 se sont approprié le processus).

De plus, les UCAG ont facilité et piloté l'élaboration de plusieurs stratégies pour la mise en œuvre des programmes à savoir :

- La stratégie pour la filière semencière répondant à la mise en œuvre des Résultats 1 des programmes agricoles
- La stratégie pour la transformation, stockage et commercialisation à la mise en œuvre des Résultats 2 des programmes agricoles.
- La stratégie infrastructure de réhabilitation et entretien des pistes rurales pour la mise en œuvre des Résultats 1 et 2 des programmes désenclavement
- La stratégie de Renforcement des capacités pour répondre aux résultats 3 des programmes agriculture et désenclavement.

3.3 Quels ont été les niveaux d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Le processus des commissions provinciales routières a été adopté par le GT9 et par les ministres provinciaux ; cela a fait l'objet de décret provinciaux et d'un arsenal de textes. Le tout est largement reconnu par le FONER. Les ministres provinciaux et gouverneurs sont « heureux de leur administrations restaurées », L'administration de proximité est adoptée comme un acquis de la décentralisation et le concept « servicoms » fait son chemin.

Il en est de même au niveau des semences, ou plusieurs concertation ont eu lieu (sans

aboutir à un consensus) entre les bailleurs et les autorités congolaises pour trouver des synergies et des complémentarités dans la mise en œuvre de la filière pour que les agriculteurs et les organisations paysannes puissent avoir accès à des semences de qualité, avoir les variétés et les quantités au moment voulu et des prix abordables.

Quels sont les risques potentiels ?

Le financement de l'État, ne suit pas, ni les budgets de fonctionnement, ni les salaires des fonctionnaires. Il y a risque d'un manque de concertation des partenaires techniques et financiers dont il résulterait une faible harmonisation sur le processus de coordination du suivi des réhabilitations et de l'entretien des routes.

Quelles sont les mesures prises ?

La CPR activée est une avancée majeure et aussi avec les réunions formelles avec tous les partenaires techniques et financiers via le groupe inter bailleurs, soit le GT9, et le FONER. Le comité national de suivi de la CPR doit continuer d'être actif; il faut poursuivre la conscientisation des PTF et dans toutes les provinces

Sur le plan, de l'administration de proximité, la décentralisation constitue une opportunité pour harmoniser les appuis aux administrations de proximité. Les secteurs (ou chefferies) sont les niveaux appropriés pour une telle harmonisation. À cet effet, le plan de développement local constituera un cadre programmatique et concerté pour les administrations et les partenaires au développement.

Le rôle de l'État congolais sera décisif dans la consolidation des acquis du renforcement organisationnel par l'allocation effective des budgets de fonctionnement aux administrations et la gestion des ressources humaines.

3.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

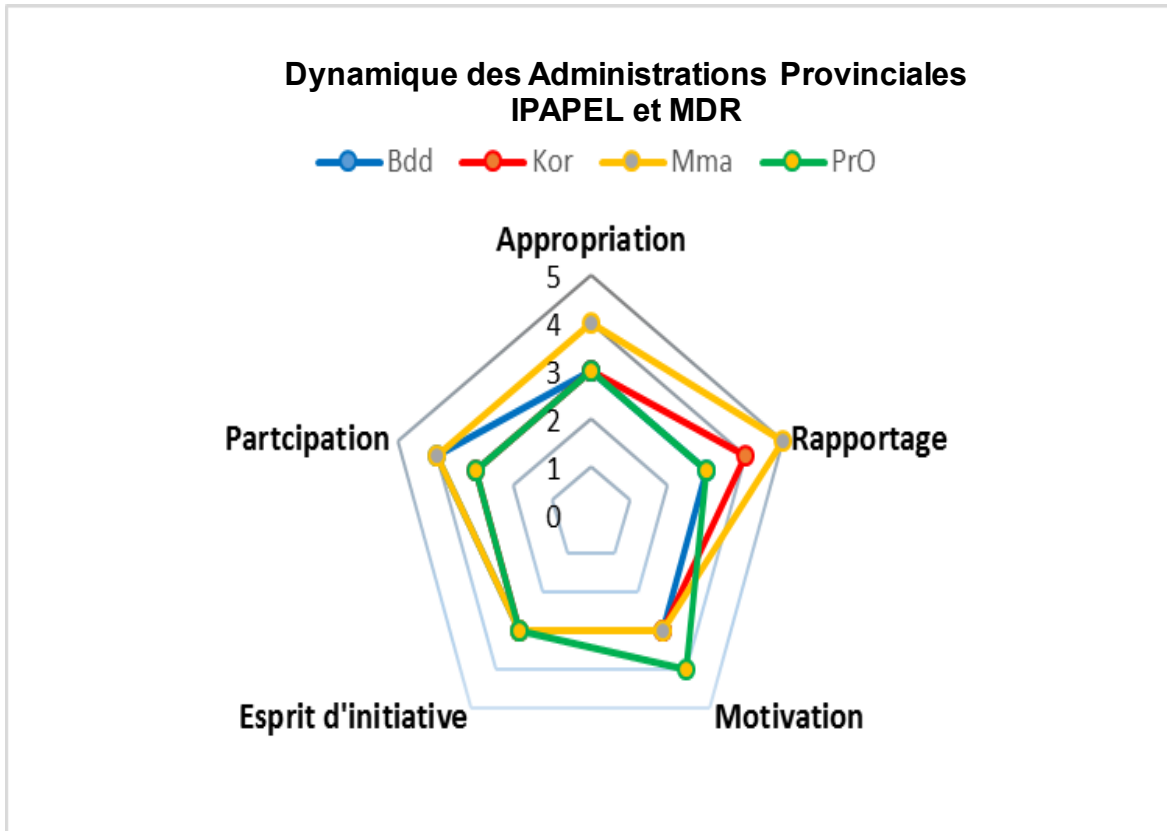
Les UCAG ont aussi appuyé les administrations sur le plan financier, sans pour autant se substituer à l'État congolais ni donner de primes aux agents de l'État. Les accords d'exécution associés se basent sur le mandat institutionnel de l'administration et sur le plan de travail de l'équipe qui définit les résultats à générer. Aujourd'hui, les Inspections de l'Agriculture, Élevage et Pêche (IPAPEL) et celles du Développement rural (IPDR), épaulées par les UCAG Agriculture et Développement Rural, sont fonctionnelles et offrent des services aux populations rurales.

Quels sont les risques potentiels ?

Les administrations renforcées n'ont pas pour vocation d'être autonome financièrement et l'appui financier de l'État est incertain, mais évoqué au point 3.1, l'utilisation des salles informatiques, la location des salles de réunion peuvent être des sources de revenus pour assurer une maintenance des équipements et des bâtiments financés par la coopération à travers les activités des UCAG.

Quelles sont les mesures prises ?

C'est au Maniema que les résultats (sur plusieurs critères d'appréciation) sont les plus avancés (voir graphes illustratif ci-dessous) et que l'on constate l'autonomie et le dynamisme des administrations de provinces territoire et secteur. Les leçons doivent être tirées pour appliquer ailleurs les leçons de Maniema, en particulier en termes de leadership : le problème ce sont les inspecteurs dont la position semble parfois inamovible, en dépit de leur opposition flagrante au processus de changement (gestion administrative ou RH partagée entre le Secrétariat Général au niveau central et le niveau provincial, déconcentré).



0 Non satisfaisant – 5 Satisfaisant

4 Apprentissage

4.1 Enseignements tirés

Tirez les enseignements importants de l'expérience de l'intervention. Les enseignements tirés sont de nouveaux savoirs qui doivent demeurer dans la mémoire institutionnelle de la CTB et des partenaires. Ils peuvent être tirés d'activités, d'outputs, de l'outcome, de la gestion des risques, des thèmes transversaux, des politiques sectorielles, etc. (ou d'une combinaison de niveaux ou de tout autre aspect de l'intervention et de son contexte).

Renforcer la compréhension de la fragilité de la RDC ; capitaliser les expériences pilotes que ce grand pays nécessite

- La construction d'un État fort est un objectif dans un contexte de la RDC mais il faut être sélectif, de manière coordonnée entre les bailleurs, dans les missions de l'État que l'on souhaite renforcer et les points d'entrée. Il faut identifier des leviers pour remédier à certains éléments de fragilité et renforcer les facteurs de résilience, au niveau des projets et programmes sectoriels. Ces leviers pourraient notamment être : une conditionnalité effective et coordonnée; une décentralisation et un développement local effectif ; des réformes ciblées; une politique de recrutement centrée sur la compétence ; la commission provinciale routière est une bonne opportunité parce que c'est un jalon réaliste et qu'elle vise à réguler des moyens financiers qui existent déjà ; il s'agit de concrétiser la maîtrise d'ouvrage provinciale, et l'harmonisation des interventions inter PTF et avec le FONER-
- Intervenir, de façon prioritaire, là où il y a une volonté politique (provinciale) d'engagement de l'État, mesurée notamment par une intervention financière préalable, afin de limiter les risques de substitution et de non durabilité.
- Lorsqu'il y a absence d'engagement de l'État, ou un dysfonctionnement, identifier et renforcer des acteurs non-étatiques (secteur privé, société civile, systèmes de gestion communautaires) capables d'assurer une sensibilisation et une délivrance de services, en continuant à associer l'État pour permettre une reprise en charge ultérieure et la définition d'un cadre légal. Le succès des maisons de développement rural n'a pu être acquis que par une grande implication des organisations paysannes qui considèrent cette administration comme un outil à leur service ; symboliquement ce sont les organisations paysannes qui ont coupé le ruban de l'inauguration des maisons dans les secteurs et territoires. La charte des attentes est un outil qui a été bien suivi et donc défini par les acteurs non étatiques. Les formations de Zongo et de Kindu, par le PRECOB, ont visé cet élargissement, du renforcement des capacités par l'ensemble des acteurs, car c'est de cette synergie que le changement viendra.
- Prendre en compte la grande diversité géographique du pays et, pour les programmes infranationaux (niveau provincial et local), partir du contexte spécifique local et non des réalités propres à la capitale et à ses réseaux d'acteurs.

- Prendre en compte la volonté réelle et la capacité limitée du partenaire pour décider les modalités, le phasage et l'ambition de l'intervention.
- S'interroger sur la pertinence et les risques de créer des structures étatiques nouvelles ou des processus nouveaux.
- Assurer la communication et la diffusion des résultats des bonnes pratiques endogènes pour favoriser un effet d'entraînement et la duplication.
- Identifier et saisir les opportunités d'un alignement temporaire entre l'intérêt de certains acteurs nationaux et les objectifs du programme. Faciliter l'ouverture de ces opportunités.
- Prendre en compte les secteurs transversaux ayant un impact sur un large éventail de programmes/projets, particulièrement les domaines de la fonction publique et des finances publiques (approche trans-sectorielle visant à favoriser les synergies).

Adapter les approches, les cadres de fonctionnement et les outils pour la coopération belge

- Prévoir une phase initiale de recherche-action pour ajuster les programmes et réajuster régulièrement les activités du programme en fonction de l'évolution des aléas du contexte.
- Décentraliser les mécanismes de prise de décision des partenaires techniques et financiers avec le partenaire provincial (local) et définir le meilleur niveau de subsidiarité pour l'atteinte des résultats et la proximité de l'offre et la demande.
- Concentrer la pression et préoccupation institutionnelle de la coopération belge sur l'atteinte des résultats durables et non le niveau de décaissement.
- Faire évoluer le rapport au décaissement en passant d'une approche où le niveau de dépense est opposé à une enveloppe initiale vers un modèle où il est opposé à une prévision actualisée qui prend en compte les contraintes et évolutions contextuelles.
- Passer d'une enveloppe définie à une enveloppe maximale avec un décaissement progressif en fonction des opportunités d'atteinte des résultats.
- Équilibrer la préoccupation portée aux risques fiduciaires et de réputation avec celle portée aux risques contextuels et de non-atteinte des résultats (risques programmés).
- Entamer une réflexion pour une approche réaliste face aux constats d'imprévisibilité générale du système (créativité négative, taxation arbitraire, corruption et tracasseries) rencontrés dans les programmes.

En rapport à l'expertise et ressources humaines de la coopération

- Accepter que la situation contextuelle nécessite plus de personnel adapté aussi bien dans la mise en œuvre que dans le suivi des programmes.
- Adapter de manière plus précise les procédures et critères de recrutement au contexte de fragilité de la RDC.
- Réfléchir à des moyens de limiter le renouvellement fréquent des assistants techniques et experts internationaux afin de renforcer la connaissance du contexte et ses dynamiques, et favoriser la capitalisation des expériences tout en évitant de perdre la valeur ajoutée de l'expertise externe.
- Construire une mémoire institutionnelle dans la passation de services pour assurer la continuité.
- Revoir les obstacles au renouvellement de consultants internationaux lorsque leur compétence et expérience est la plus adaptée aux besoins.
- Explorer la possibilité de mutualiser l'expertise entre agences.
- Revoir et faciliter les modalités de recrutement et de valorisation des nationaux au sein des agences pour une plus grande contextualisation des interventions tout en considérant que le personnel national a une relation différente avec le pays partenaire.
- Disposer de personnel sur le terrain lorsque des programmes sont mis en œuvre afin de ne pas être déconnecté du contexte.
- Favoriser la mobilisation du personnel travaillant sur le terrain – et le renforcer si nécessaire – pour l'écriture des stratégies et ne pas avoir systématiquement recours à des consultants externes.

Flexibilité

- Passer d'une approche basée sur l'usage ad-hoc de dérogations à une approche véritablement différenciée quant aux procédures à utiliser dans les situations de fragilité.
- Explorer les alternatives de fonds flexibles comme l'« opening portfolio » où seule une partie des activités sont programmées afin de permettre une réactivité forte aux évolutions du contexte, de saisir les fenêtres d'opportunités quand elles se présentent et réallouer facilement.
- Effectuer un suivi rapproché des activités **et** des résultats pour une réactivité et réorientation en fonction de la situation.
- Pendant la formulation de programme, intégrer la capacité d'agir avec flexibilité dans la mise en œuvre (zones d'intervention, composantes et acteurs).

- Travailler à des approches plus intégrées afin de décloisonner les canaux d'interventions pour faciliter la réallocation des ressources en fonction de l'évolution du contexte.

Coordination / Harmonisation

- Améliorer la coordination stratégique trans-intra-inter-sectorielle, en renforçant les espaces de coordination existants (GCP, GIB, GT, groupes de coordination MONUSCO, etc.).
- Partager les analyses contextuelles et d'économie politique avec les autres agences. Envisager la création d'un groupe sur Capacity4dev alimenté par les analyses contextuelles produites par les différentes agences.
- Faire une identification commune des leviers de changement qui peuvent être saisis ensemble.
- Éviter une fragmentation du dialogue politique et la communication de messages contradictoires.
- Renforcer la transparence des interventions en alimentant la Plateforme de Gestion de l'Aide et d'Investissement (PGAI) en prévision et en dépenses effectives.
- L'harmonisation des primes et per diem accordés par les différentes agences et leurs modalités doit être une priorité du GCP.
- S'engager dans un dialogue avec les autres bailleurs lorsqu'une mesure de suspension d'un programme est envisagée.
- Favoriser le recours à des fonds communs (avec des mécanismes renforcés de mise en œuvre) ou des approches sectorielles multi-bailleurs avec plusieurs projets et un seul comité de pilotage tout en évitant trop centralisé et peu flexible.
- Promouvoir un espace de dialogue technique (physique et/ou virtuel) pour le partage d'expériences entre experts techniques pour renforcer la cohérence des approches.

Conditionnalités / Redevabilité Mutuelle

- Développer des conditions préalables, des conditionnalités « lignes rouges » communes et s'y tenir.
- Oser arrêter une intervention de manière concertée au moment où les conditions minimales ne sont plus respectées.
- Demander un plan d'action (fonctionnement et maintenance) comme élément de conditionnalité pour le décaissement initial puis par tranche.
- Poser des conditionnalités à différents niveaux en posant différents critères et niveaux d'exigence selon les partenaires centraux, provinciaux et locaux.

4.2 Recommandations

Les recommandations peuvent s'avérer pertinentes pour :

La stratégie par pays

- Dans un contexte de multiplication de documents d'analyse du contexte (feuilles de gouvernance, concertations nationales, lettres de mission du gouvernement, etc.), le gouvernement devrait valider un diagnostic harmonisé qui permette d'informer le nouveau document de plan national (DSCR) et les interventions ; et aussi un focus sur les réelles priorités au sein de ce DSCR. le gouvernement devrait assurer ensuite le suivi, le pilotage et la coordination sectorielle.
- Adopter une approche multi-niveaux et multi-acteurs et favoriser les appuis à la base et au niveau communautaire. Capitaliser les leçons apprises avec l'Université de Wageningen, et les formations multi acteurs de Zongo et de Kindu et qui orientent les PTF à s'aligner sur une programmation concertée et un plan de développement local .
- Systématiser la réalisation et l'utilisation d'analyses pour informer les interventions depuis l'identification et tout au long de la mise en œuvre. Au-delà des analyses contextuelles, des analyses plus approfondies de politique économique doivent permettre d'identifier les intérêts des différents acteurs en présence et leurs relations. Des analyses anthropologiques et socio-culturelles de l'économie de la fragilité de la RDC doivent permettre de faire ressortir son système de fonctionnement, ses dynamiques pour les différentes catégories d'acteurs et en particulier certains leaders sectoriels. L'étude des partenaires potentiels doit, au-delà de leur mandat formel, s'intéresser à leurs moyens, capacité et volonté réelle d'action, ainsi qu'aux acteurs individuels susceptibles de peser positivement pour l'atteinte des résultats au sein des institutions.
- Intégrer, de façon systématique, une analyse d'impact sur les éléments clés de la fragilité lors des différentes phases d'identification, de programmation et de mise en œuvre d'un projet ou programme, afin de ne pas nuire, notamment eu égard à la corruption et la prédation des ressources (« do not harm »).
- Suivre des processus de changement avec des outils ad hoc, et partager les évolutions entre les différents types ou niveaux d'interventions (provinces, PRECOB, appui central)

La stratégie sectorielle

- Appuyer un dialogue intra-congolais à différents niveaux et entre les différents niveaux (local, provincial et national) par une « politique inclusive » en renforçant les acteurs intermédiaires existants susceptibles d'avoir un impact correctif sur les éléments de fragilité (par ex. : associations paysannes, CPR et autres instances de dialogue).
- Sensibiliser l'opinion publique et l'ensemble des acteurs des agences aux spécificités des situations de fragilité pour combattre la culture organisationnelle d'aversion aux risques fiduciaires.

- Développer des analyses de risques conjointes avec d'autres partenaires qui sont actifs dans les mêmes provinces et dans les mêmes secteurs d'intervention.
- Assurer une prise en compte effective des leçons tirées des évaluations et analyses de suivi, incluant la question de la gestion des risques, M&E, et les capitalisations.
- Capitaliser sur la Commission provinciale routière validée au travers du GT9, comme outil de gouvernance bien identifié, déjà lors des études préalables au déploiement du PIC

Pour une prochaine intervention

- Capitaliser sur les expériences réussies et les plus prometteuses en termes d'atteinte des résultats et surtout de changement durable
- Assurer une préparation adéquate des interventions en prévoyant notamment des missions de formulation suffisamment approfondies, prenant en compte le contexte culturel, en capitalisant les expériences antérieures et en valorisant l'expertise nationale et internationale présente dans le pays.
- Maintenir une ambition limitée et s'assurer de l'adéquation réaliste entre le contexte, les objectifs, le budget et la temporalité des programmes ; aligner la vitesse de décaissement avec la capacité réelle d'absorption.
- Utiliser le cadre de redevabilité mutuel pour assurer que les interventions sont guidées par l'atteinte efficaces des résultats et non l'évolution des priorités politiques des bailleurs.
- Partir des besoins, particulièrement des publics cibles et non de modèles ou d'enveloppes prédéfinis.
- Simplifier le document de projet, notamment l'objectif spécifique pour le rendre mesurable, réaliste et réalisable.
- Impliquer tous les parties prenantes sur le terrain dans les phases préalables d'identification et de formulation pour favoriser l'appropriation.

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

1 Formation initiale et plan de formation

En terme de formation toutefois, les tableaux suivants donnent le type de formations dispensées, le nombre de personnes formées, et le temps consacré à ce travail.

FORMATIONS COMPLEMENTAIRES ORGANISEES EN FAVEUR DU PERSONNEL DES STRUCTURES DU NIVEAU CENTRAL, DECENTRALISE ET DECONCENTRE

N°	Thèmes de la formation (termes transversaux et communication) par axe stratégique.	Objectif de la formation	Période	Durée de la formation	Nature des bénéficiaires (institution du bénéficiaire)
01	Plaidoyer et organisation des femmes paysannes	Renforcer les capacités des structures décentralisées du Ministère, des Ministères provinciaux et des structures déconcentrées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financières	2014-2015	25 jours	200 femmes (cadres et agents des structures à Kinshasa et 4 provinces)
02	Informatique (Word, Excel et Power point)		2014-2015	75 jours	115 participants (cadres et agents) dont 36 femmes et 79 hommes.
03	Techniques des communications		2014	20 jours	75 participants (cadres et agents des structures à Kinshasa et 4 provinces)
04	Gouvernance, Décentralisation*		2014	7 jours	48 participants
05	Sensibilisation/ formation VIH-SIDA		2014-2015	25 jours	210 participants (idem)
06	Formation sur le Genre		2015	20 jours	400 personnes sont formées et sensibilisées dont 247 femmes et 153 hommes
07	Administration et finance		2015	25 jours	120 cadres et agents des administrations centrales et provinciales sont formés
08	Formations en Marchés publics		2015	40 jours	208 cadres et décideurs des cellules des gestions des marchés publics sont formés à Kin et dans les 4 provinces.

FORMATIONS ORGANISEES PAR L'UCAG – MINIDER

1. FORMATIONS ORGANISEES PAR L'UCAG EN FAVEUR DU PERSONNEL DE L'UCAG ET CERTAINS CADRES ET AGENTS DE SERVICES CLES DE MINISTERE CENTRAL DU DEVELOPPEMENT RURAL (SG, DSG, SNIR, DEP et DVDA)

N°	Thèmes de la formation (termes transversaux et communication) par axe stratégique.	Objectif de la formation	Période	Durée de la formation	Nature des bénéficiaires (institution du bénéficiaire)
1	Travail en équipe	Renforcer les capacités du personnel de l'UCAG et ceux des services clés du Ministère au niveau central dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière	2013	5 jours	10 participants dont 4 des services centraux. Participation de 4 femmes.
2	Ingénierie de formation		2013	4 jours	6 participants, tous de l'UCAG
3	Planification, suivi et Évaluation des projets		2013	5 jours	4 participants, tous de l'UCAG
4	More-Result		2014	4 jours	4 participants, tous de l'UCAG
5	Collecte des données pour un diagnostic participatif		2014	5 jours	1 participant (Cellule PSE)
6	Gestion axée sur les résultats		2014	5 jours	2 participants (cellule PSE)
7	Gestion des cycles des projets et programmes		2015	8 jours	10 participants, tous de l'UCAG dont 2 femmes
8	Informatique : Word, Excel niveau 2 et niveau avancé, Power Point, Outlook...		2014	25 jours	49 participants dont 25 agents et cadres de services clés de l'admin. centrale
10	Communication stratégique		2013	5 jours	3 participants, tous de l'UCAG
11	Communication pour le développement		2013	4 jours	2 participants, tous de l'UCAG
12	Formation en MP		2015	5 jours	7 participants, tous de l'UCAG
13	Gestion comptable		2014	4 jours	1 participant
14	Anglais		2015	144 jours	15 participants, tous de l'UCAG
15	Communication		2015	7 jours	16 participants du SNIR dont 6 femmes
16	Administration et finances		2015	7 jours	20 participants

2. FORMATIONS ORGANISEES PAR L'UCAG EN FAVEUR DES STRUCTURES DÉCENTRALISÉES DU MINISTÈRES, DES MINISTÈRES PROVINCIAUX ET DES STRUCTURES DÉCONCENTRÉES DANS DIFFÉRENTS DOMAINES LIÉS À LA GESTION OPÉRATIONNELLE ET FINANCIÈRES.

N°	Thèmes de la formation (termes transversaux et communication) par axe stratégique.	Objectif de la formation	Période	Durée de la formation	Nature des bénéficiaires (institution du bénéficiaire)
1	Plan de Développement Local	Renforcer les capacités des structures décentralisées du Ministères, des Ministères provinciaux et des structures déconcentrées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financières	Juillet 2013 – juin 2014	56 jours	159 participants de 11 MDR dont 44 femmes.
2	Vision commune		Juillet 2013 – juin 2014	56 jours	159 participants de 11 MDR dont 44 femmes.
3	Organes de Concertation		Juillet 2013 – juin 2014	70 jours	120 participants dont 45 femmes
4	Pôle de développement et gestion de projet		Juillet 2013 – juin 2014	56 jours	159 participants de 11 MDR dont 44 femmes.
5	Place de l'administration		Juillet 2013 – juin 2014	56 jours	159 participants de 11 MDR dont 44 femmes.
6	Communication		Juillet 2013 – juin 2014	56 jours	41 participants dont 8 femmes
7	Transformation des produits agricoles		2015	56 jours	159 participants de 11 MDR dont 44 femmes.
8	Administration et finances		2015	56 jours	70 participants dont 32 femmes
10	Informatique		2015	70 jours	80 participants dont 32 femmes

FORMATIONS ORGANISEES PAR L'UCAG – MINAGRI

FORMATIONS ORGANISEES EN FAVEUR DU PERSONNEL DE L'UCAG

N°	Thèmes de la formation (termes transversaux et communication) par axe stratégique.	Objectif de la formation	Période	Durée de la formation	Nature des bénéficiaires (institution du bénéficiaire)
1	Débriefing CTB	Renforcer les capacités du personnel de l'UCAG dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière	2012	5 jours	30 participants, 23 hommes et 7 femmes.
2	Travailler en équipe		2012-2013	5 jours	12 collaborateurs de l'UCAG, 7 hommes et 5 femmes
3	Gérer une équipe		2012	5 jours	3 responsables des cellules, 2 hommes et 1 femme
4	Ingénierie de formation		2013	4 jours	8 participants
5	Planification, suivi et Évaluation des projets		2013	5 jours	4 participants, tous de l'UCAG
6	MoreResult (1&2)		2013	4 jours	4 participants, tous de l'UCAG
7	Collecte des données pour un diagnostic participatif		2014	5 jours	1 participant (Cellule PSE)
8	Gestion axée sur les résultats		2014	5 jours	2 participants (cellule PSE)
9	Gestion des cycles des projets et programmes		2015	8 jours	10 participants, tous de l'UCAG dont 2 femmes
10	Informatique : Word, Excel niveau 2 et niveau avancé, Power Point, Outlook...		2014	25 jours	20 participants dont 13 hommes et 7 femmes
11	Communication stratégique		2013	5 jours	3 participants, 1 homme et 2 femmes
12	Communication pour le développement		2013	4 jours	2 participants, 1 homme et 1 femme
13	Formation en MP		2015	5 jours	5 participants, 4 hommes et 1 femme
14	Plaidoyer, lobbying et technique des négociations		2014	5 jours	1 participant, dont 1 femme.
15	Importance de l'approche genre sur les décideurs		2015	3 jours	2 participants, dont 2 femmes
16	Gestion comptable		2014	4 jours	3 participants, 2 hommes et 1 femme
17	Décentralisation et gouvernance en milieu rural		2013	3 jours	2 participants
18	Anglais		2015	144 jours	16 participants, 9 hommes et 7 femmes.

19	Formation en secrétariat		2014	5 jours	1 participant, une femme
20	Administration et finances		2015	7 jours	20 participants

FORMATIONS DE BASE (ETUDE DE BASE) ORGANISEES EN FAVEUR DU PERSONNEL DES STRUCTURES DU NIVEAU CENTRAL, DECENTRALISE ET DECONCENTRE

N°	Thèmes de la formation (termes transversaux et communication) par axe stratégique.	Objectif de la formation	Période	Durée de la formation	Nature des bénéficiaires (institution du bénéficiaire)
1	leadership	Renforcer les capacités des structures décentralisées du Ministères, des Ministères provinciaux et des structures déconcentrées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financières	2013	5 jours	13 personnes dont 4 ministres Provinciaux, 5 Directeurs des services centraux et 4 IPAPPEL
1	Gestion d'une équipe		2014	15 jours	85 participants (cadres et agents) dont 52 hommes et 33 femmes
2	Travailler en équipe		2014	15 jours	105 participants (cadres et agents) dont 58 hommes et 47 femmes
3	Gouvernance, décentralisation et déconcentration		2014	15 jours	75 participants (cadres et agents) dont 70 hommes et 5 femmes
4	Planification, Suivi et Évaluation		2014	15 jours	80 participants (cadres et agents) dont 65 hommes et 15 femmes
6	Élaboration du plan de développement local (1)		2014	15 jours	55 participants (cadres et agents) dont 46 hommes et 9 femmes
7	Structuration des organisations paysannes (1)		2014	15 jours	50 participants (cadres et agents) dont 33 hommes et 17 femmes
8	Élaboration du plan de développement local (2)		2015	12 jours	50 participants ((cadres et agents) dont 40 hommes et 10 femmes
9	Structuration des organisations paysannes (2)		2015	12 jours	50 participants (cadres et agents) dont 38 hommes et 12 femmes
10	Entrepreneuriat et professionnalisation des exploitations agricoles.		2014	15 jours	75 participants (cadres et agents) dont 58 hommes et 17 femmes
11	Développement des filières agricoles		2014	15 jours	75 participants (cadres et agents) dont 60 hommes et 15 femmes

2 Suivi des décisions prises par la SMCL

Les tableaux suivants reprennent les décisions de SMCL à partir des SMCL conjointes entre AGRI et DR ! Les autres décisions avant Juillet 2014 sont disponibles dans les derniers MONOP des UCAG Agri et DR

Décisions de la Réunion de la Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL) conjointe entre les deux UCAG du 09 Juillet 2014.				Action			Suivi
Décision	Période d'identification (jj.mm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement
Assurer un glissement des activités UCAG (AE, Formation, Accompagnement, Fonctionnement,) vers les programmes provinciaux (BDD et KOR) ainsi que les points focaux Provinciaux de l'UCAG MINAGRI.	juil-14	PV de la SMCL	les deux UCAG MINAGRI et MINIDER	PRODADEKK est déjà dans le bain avec les AE, le renforcement des capacités, ainsi le point focal Bandundu est entièrement impliqué aux actions du programme	Co Resp et coordonnateur des programmes	Toute la durée du projet	Pour PRODAKOR cela vient à peine de commencer, d'autres programmes comme PRODADET ET PRODAM ne sont pas encore mis en place.
Rendre les administrations provinciales (Agri&DR) plus crédibles par leurs mandats respectifs afin qu'elles puissent s'inscrire comme partenaires avec les programmes provinciaux, et les organes nationaux et provinciaux (CPR,CARG,CLER)	juil-14	PV de la SMCL	Administration Agri et DR, ainsi que les deux UCAG	Avec les accords d'exécution signés avec les administrations provinciales, cette dernière sont devenues dynamique et ont tissés d'autres relations avec les partenaires	La SMCL	Toute la durée du projet	Les accords restent d'actualité avec les inspections Provinciales de l'Agriculture. Elles sont aujourd'hui capables de signer les accords de partenariat avec d'autres PTF.

Renforcer la synergie entre niveau National et Provincial autour de la CPR en associant tous les PTF et le FONER (ATI Infra et ATI Institutionnel)	juil-14	TdR du poste ATN renf Capacité MINIDER	UCAG-MINIDER	ATI Infra non recruté et donc pas d'action au niveau de l'UCAG! Cette action pourrait se faire plus au niveau des programmes	La SMCL	Toute la durée du projet	Un ATN est en cours de recrutement pour les aspects "SOFT" du renforcement des capacités et du dialogue avec les partenaires DVDA, OR, Ministre des ITPR provinciaux, etc...
Renforcer les capacités des cellules MP au niveau central de l'Agri&DR et des cellules provinciales par/avec le chargé des MP de la cellule UCAG-MINAGRI	juil-14	PV de la SMCL	UCAG-MINAGRI et MINIDER	Un ATI responsable de la cellule MP est recruté, il pose un diagnostic son intervention avec un état de lieu bien précis.	La SMCL	Toute la durée du projet	Deux agents du Ministère sont ajoutés à la cellule enfin qu'ils puissent bénéficier de ce renforcement des capacités au sein de l'UCAG
Les Ministères Agri&DR sont invités à exprimer les besoins spécifiques pour assurer/élaborer les TdR du manuel de gestion financière (aussi en SdS)	juil-14	PV de la SMCL	Administration Agri et DR	Des réunions de concertation ont eu lieu pour définir le besoin	ATI MP	30/12/14	Un ATN en renforcement des capacités est recruté pour assurer le suivi des AE et sera aussi responsable pour l'élaboration du manuel des procédures
Assurer /élaborer un manuel de suivi des compétences et formation des agents de l'état (appui externe)	juil-14	PV de la SMCL	Fiche référentielle	Réunion avec le responsable RH de la RR pour établir des fiches de structuration de poste et d'un référentiel de compétence	AI Admin-FIN et Resp RH		Tout les agents ont été interviewés et les CdD devraient consolider le suivi

Proposer et inscrire si possible les budgets des AE au niveau du budget provincial (voir Ministre Provincial de l'Agri&DR)	juil-14	PV de la SMCL	UCAG-MINAGRI et MINIDER	Il est prévu de faire une session au niveau du parlement provincial pour expliquer aux responsables de la province le bien fondé de faire fonctionner l'administration provinciale	La SMCL	30/09/14	Le gouvernement doit mettre à la disposition des ses institutions des budgets conséquents enfin de leur permettre de bien jouer leur rôle.
Capitaliser les actions/activités des projets UCAG en terme de moyen de renforcement (soft& hard) et d'approche de développement de l'administration congolaise (contrat cadre avec KIT)	juil-14	PV de la SMCL	Administration Agri et DR, ainsi que les deux UCAG	Recruter un bureau externe pour le travail	La SMCL	Toute la durée du projet	Il est prévu des séances des travaux d'harmonisation avec KIT.
Assurer une implication et une plus grande appropriation par les cinq structures engagées, pour que les AE, au niveau central (et Provincial) apportent des résultats.	juil-14	PV de la SMCL	Administration Agriculture et UCAG MINAGRI	Les accords sont signés pour appuyer les cinq directions au niveau central	La SMCL	Toute la durée du projet	Un suivi rapproché et les échanges permanents permettent une bonne implication aux structures
Faire l'évaluation à mi-parcours et final des formations dispensées aux agents IPAPEL et DR (capitalisation)	01/07/14	Rapport de formation	COGEFOR & Ulysse ATI AI MINIDER	Les critères d'évaluations sont définis et les rapports sont disponibles	CoResp et ATI AI MINIDER	30/12/14	les formations sont à la phase finale pour l'année 2014. une évaluation est prévue pour le mois de Novembre

Décisions de la Réunion de la Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL) conjointe UCAG-AGRIDER du mois de Décembre 2014				Action			Suivi
Décision	Période d'identification (jj.mm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement
Recruter un consultant externe pour évaluer et faire une analyse sur la capitalisation des résultats du projet du début à la fin, enfin de donner une certaine orientation du fonctionnement après les UCAG	déc-14	PV de la SMCL	Alain Huart et Luzayadio pour la préparation de la fiche d'identification	recrutement du consultant chargé de capitalisation descente de terrain	La SMCL		consultant recruté descente de terrain organisé et en cours
Continuer le glissement des activités UCAG (AE, Formation, accompagnement, fonctionnement,) vers les programmes provinciaux (BDD, KOR et PO).	déc-14	PV de la SMCL	les deux UCAG MINAGRI et MINIDER	tenue des réunions conjointes UCAG- RR - Ministères - Programmes provinciaux	Co Resp et coordonnateur des programmes		En cours
Consolider les évaluations des compétences et formation des agents de l'état (Grille de compétence et profil de poste);	déc-14	PV de la SMCL	Administration Agri et DR, ainsi que les deux UCAG		La SMCL		Réalisé avec MAF UCAG + RH/RR
Opérationnaliser la base de données des MP;	déc-14	PV de la SMCL	UCAG-MNIDER et MINAGRI		La SMCL		
Mettre en œuvre le plan de renforcement des capacités des cellules provinciales par/avec le chargé des MP de la cellule UCAG-MINAGRI; Assurer/Élaborer un manuel	déc-14 déc-14	PV de la SMCL PV de la SMCL	Administration Agri et DR Fiche	mise en place d'une base de	ATI MP et Resp RH ATI MP et		

de procédures MP pour le ministère (en lien avec la législation nationale sur la passation des MP);			référentielle	données validation de base des données	Resp RH		
Élaborer et mettre en œuvre le manuel de gestion financière basé sur les TdR développés	déc-14	PV de la SMCL	UCAG-MINAGRI et MINIDER	recrutement du chargé RFC Adm -fin définition des axes principaux et acteurs tenue des rencontres à cet effet	La SMCL		En cours
Inscrire si possible les budgets des AE au niveau du budget provincial (voir Ministre provincial de l'AGRI & DR);	déc-14	PV de la SMCL	Administration Agri et DR, ainsi que les deux UCAG	Descente de terrain; Dialogue avec les responsables au niveau de 4 provinces (assemblée provinciale, Gouverneur)	La SMCL		mission CORI & P.F prévue pour mars 2015
Assurer et accompagner l'Audit Admin-Fin de Fév. 2015;	déc-14	PV de la SMCL	Administration Agriculture et UCAG MINAGRI		La SMCL		en cours depuis 02/02/2015
Assurer l'accompagnement de l'Audit Système SG-MINAGRI	déc-14	PV de la SMCL	UCAG-MINAGRI		La SMCL		

Décisions de la Réunion de la Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL) conjointe entre les deux UCAG du 22 Mai 2015.				Action			Suivi
Décision	Période d'identification (jj.mm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement
Vu l'ambition du nouveau Programme d'Appui à la Coordination Sectorielle (PACS) de renforcer de manière durable le fonctionnement de la DAPP/DEP, la SMCL recommande que dès la formulation les ministères sectorielles et la CTB incluent le ministère de la Fonction Publique. Vu que les organigrammes des 2 directions sont connus, que les descriptions sont finalisées, le nouveau programme démarrera idéalement pour plus de pérennité avec des cadres sélectionnés et confirmés dans leur position. Le nouveau programme pourra ainsi être un appui réellement institutionnel basé sur un cadre organique qui sera d'application pour plusieurs années.	mai-15	PV de la SMCL	Équipe de Formulation du PACS	Approuver la FI et lancer la formulation PACS	La SMCL	30/12/15	Le dossier est encore en étude.
Que la fiche d'identification du PACS, soit signée lors du prochain COMPAR pour engager le processus de formulation au plus vite et ainsi diminuer le gap de temps entre la fermeture des UCAG et le démarrage du PACS, vu que les moyens pour la période de transition sont limités.	mai-15	PV de la SMCL	RR et Ambassade Belgique	Planifier le prochain COMPAR	Co Resp et coordonnateur des programmes	30/12/15	Il existe d'autres accords qui sont signés entre les IPAPEL et programmes provinciaux.
Que le Secrétaire Général à l'Agriculture, Pêche et Élevage désigne une personne de référence afin d'activer les activités	mai-15	PV de la SMCL	SG	L'avance de M. Makala sera imputée	La SMCL	30/06/15	le poste est occupé par un

liées au résultat 1 (La Coordination et l'interaction des directions du Secrétariat Général sont cohérentes et opérationnelles) dans le cadres des accords d'exécution au niveau central qui jusque-là ne souffre que d'un taux d'exécution de 8%.				sur les AE du résultat attribué au SG			cadre désigné récemment par le Secrétaire Général.
Que le Secrétaire Général au Développement Rural fasse un suivi sur l'occupation et l'utilisation réelle des bâtiments mis à la disposition des services du Développement Rural par le projet sur le site PMKO occupée lors des SMCL PRODAKOR/PRODEKOR par un autre projet et non par les services pour lesquels la maison a été construite.	mai-15	PV de la SMCL	SG et CoResp UCAG MINIDER	SG et Coresponsable National UCAG-MINIDER vont assurer le suivi	La SMCL	30/06/15	En cours de réalisation
Que le Secrétaire Général à l'Agriculture, Pêche et Élevage instruisse à ses Directions/Services d'élaborer un plan d'action pour engager une mise en oeuvre des recommandations repris dans le diagnostic institutionnel et analyse du fonctionnement de trois directions centrales du MAPE.	mai-15	PV de la SMCL	SG	Manuel des procédures Admini-Fin en cours (TdR en attentes par l'administration) et Manuel MP en cours avec appui ARMP	ATI MP	30/09/15	En cours de réalisation
La SMCL valide la décision faite lors de la SDS de garder une cellule de MP	mai-15	PV de la SMCL	CoResp ATI UCAG et RR	Voir commentaire ci-dessous	Coordination des UCAG	30/12/15	En cours de réalisation

<p>multisectoriel (EDUC, AGRI et DR), au niveau du Secrétariat Général du Développement Rural, afin de garder une continuité des dossiers et une dynamique d'appui aux marchés publics avec les programmes provinciaux. Un appui au renforcement des capacités des cellules MP provinciales (en lien avec les programmes) pourra faire l'objet d'une attention particulière. Cette cellule pourra bénéficier de financement par les programmes provinciaux et les différents secteurs contribueront à son fonctionnement.</p>							
<p>La SMCL valide la proposition d'une phase de transition entre les projets UCAG et le nouveau programme, assuré par une coordination «a minima» avec une équipe réduite (10 à 15 personnes) dans les limites du budget (solde UCAG DR) et sans réaménagements budgétaires entre les résultats, jusqu'à au maximum Q4-2016 (Validité de la CS UCAG fin Octobre 2016), afin d'assurer une période transitoire ente la fin des UCAG et le démarrage du PACS. Cette équipe à minima assurera une continuité d'un ancrage institutionnel et d'une coordination sectorielle.</p>	<p>mai-15</p>	<p>PV de la SMCL</p>	<p>CoResp ATI UCAG et RR</p>	<p>Attendre la fin des UCAG, sélectionné les agents qui continueront dans cette phase de transition et les équipements</p>	<p>La SMCL</p>	<p>30/12/15</p>	<p>En cours de réalisation</p>

3 Dépenses FIT AGRI et DR au 31/12/2015

Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage**

Budget Version: **C02**
 Currency : **EUR**
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2015

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2014	Expenses 2015	Total	Balance	% Exec
A L'UCAG EST MISE EN PLACE ET OPÉRATIONNELLE			3.585.710,00	2.862.107,48	716.388,55	3.578.496,03	7.213,97	100%
01 Affectation progressive de ressources humaines			2.756.710,00	2.135.887,26	594.320,48	2.730.207,74	26.502,26	99%
01 Assistance technique		REGIE	2.108.700,00	1.657.377,15	422.877,68	2.080.254,83	28.445,17	99%
02 Coresponsable congolais (primes)		REGIE	45.500,00	34.424,06	12.562,95	46.987,01	-1.487,01	103%
03 Staff national contrat CTB		REGIE	291.400,00	230.694,66	63.704,48	294.399,14	-2.999,14	101%
04 Staff national contrat partenaire (primes)		REGIE	311.110,00	213.391,39	95.175,37	308.566,76	2.543,24	99%
02 Frais de fonctionnement			309.900,00	219.440,43	91.688,83	311.129,26	-1.229,26	100%
01 Frais de fonctionnement		REGIE	309.900,00	219.440,43	91.688,83	311.129,26	-1.229,26	100%
03 Réhabilitation et équipement des locaux de l'UCAG			209.700,00	208.558,70	7.644,19	216.202,89	-6.502,89	103%
01 Réhabilitation des bureaux		REGIE	209.700,00	208.558,70	7.644,19	216.202,89	-6.502,89	103%
04 Acquisition du matériel de l'UCAG			157.100,00	180.726,41	0,00	180.726,41	-23.626,41	115%
01 Véhicules		REGIE	119.900,00	119.891,52	0,00	119.891,52	8,48	100%
02 équipement IT		REGIE	37.200,00	60.834,89	0,00	60.834,89	-23.634,89	164%
05 Renforcement des compétences des membres de l'UCAG			98.900,00	88.252,04	18.334,76	106.586,80	-7.686,80	108%
01 Formations initiales et continues		REGIE	98.900,00	88.252,04	18.334,76	106.586,80	-7.686,80	108%
06 Accompagnement de la mise en place et du bon			41.900,00	19.401,63	2.768,79	22.170,42	19.729,58	53%
01 Manuel de procédure		REGIE	24.200,00	4.221,32	218,22	4.439,54	19.760,46	18%
02 Accompagnement du processus de changement		REGIE	17.700,00	15.180,31	2.550,57	17.730,88	-30,88	100%
07 Promotion des thèmes transversaux			11.500,00	9.841,01	1.631,50	11.472,51	27,49	100%
01 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	11.500,00	9.841,01	1.631,50	11.472,51	27,49	100%
B APPUI À L'EXÉCUTION DES PROJETS			431.000,00	270.456,14	132.809,37	403.265,51	27.734,49	94%
01 Les capacités des équipes de projet sont renforcées			431.000,00	270.456,14	132.809,37	403.265,51	27.734,49	94%
		REGIE	6.500.000,00	4.774.808,13	1.579.398,81	6.354.206,94	145.793,06	98%
		COGEST						
		TOTAL	6.500.000,00	4.774.808,13	1.579.398,81	6.354.206,94	145.793,06	98%



Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage**

Budget Version: **C02**
 Currency : **EUR**
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2015

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2014	Expenses 2015	Total	Balance	% Exec
01 Renforcement des compétences des équipes de projets		REGIE	130.100,00	64.713,44	65.793,47	130.506,91	-406,91	100%
02 Appui à la gestion des projets sectoriels		REGIE	284.400,00	192.970,31	63.800,64	256.770,95	27.629,05	90%
03 Appui à la gestion des projets hors secteur (SLA)		REGIE	0,00	0,00	33,06	33,06	-33,06	??%
04 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	16.500,00	12.772,39	3.182,20	15.954,59	545,41	97%
C RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION ET APPUI À			2.209.900,00	1.589.535,23	694.693,23	2.284.228,46	-74.328,46	103%
01 Les capacités du Ministère au niveau central sont			173.100,00	103.329,58	69.886,33	173.215,91	-115,91	100%
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	17.200,00	7.200,51	8.750,71	15.951,22	1.248,78	93%
02 Renforcement des compétences du personnel clé des		REGIE	23.900,00	14.659,51	12.597,33	27.256,84	-3.356,84	114%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	34.700,00	25.152,50	12.457,31	37.609,81	-2.909,81	108%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	28.200,00	26.155,31	2.041,27	28.196,58	3,42	100%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	8.700,00	8.678,56	0,00	8.678,56	21,44	100%
06 Appui à la coordination des interventions du secteur		REGIE	46.200,00	11.738,62	29.317,81	41.056,43	5.143,57	89%
07 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	14.200,00	9.744,57	4.721,90	14.466,47	-266,47	102%
02 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère			1.429.400,00	971.606,82	454.904,55	1.426.511,37	2.888,63	100%
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	113.900,00	78.436,16	76.480,91	154.917,07	-41.017,07	136%
02 Renforcement des compétences		REGIE	208.600,00	136.024,15	86.405,90	222.430,05	-13.830,05	107%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	926.700,00	592.412,21	269.742,73	862.154,94	64.545,06	93%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	28.000,00	28.033,34	0,00	28.033,34	-33,34	100%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	80.900,00	80.863,28	30,74	80.894,02	5,98	100%
06 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	71.300,00	55.837,68	22.244,27	78.081,95	-6.781,95	110%
03 Les capacités des Ministères provinciaux sont			533.900,00	463.690,67	152.749,54	616.440,21	-82.540,21	115%
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	105.300,00	95.428,47	12.180,29	107.608,76	-2.308,76	102%
		REGIE	6.500.000,00	4.774.808,13	1.579.398,81	6.354.206,94	145.793,06	98%
		COGEST						
		TOTAL	6.500.000,00	4.774.808,13	1.579.398,81	6.354.206,94	145.793,06	98%



Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage**

Budget Version: **C02**

Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2014	Expenses 2015	Total	Balance	% Exec
02 Renforcement des compétences		REGIE	107.600,00	60.218,91	123.438,72	183.657,63	-76.057,63	171%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	241.200,00	241.217,19	0,00	241.217,19	-17,19	100%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	33.900,00	29.936,95	14.986,98	44.923,93	-11.023,93	133%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	29.200,00	29.223,00	0,00	29.223,00	-23,00	100%
06 Appui à la coordination des interventions du secteur		REGIE	10.900,00	6.860,15	0,00	6.860,15	4.039,85	63%
07 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	5.800,00	806,00	2.143,55	2.949,55	2.850,45	51%
04 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la			73.500,00	50.908,16	17.152,81	68.060,97	5.439,03	93%
01 Renforcement des capacités matérielles de la plateforme		REGIE	2.200,00	228,71	793,55	1.022,26	1.177,74	46%
02 Amélioration des infrastructures		REGIE	11.800,00	6.772,91	1.526,50	8.299,41	3.500,59	70%
03 Renforcement technologique de la plateforme		REGIE	4.400,00	2.417,47	0,00	2.417,47	1.982,53	55%
04 Appui à l'élaboration et à la réalisation d'un plan de		REGIE	18.900,00	17.896,48	2.173,24	20.069,72	-1.169,72	106%
05 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	16.500,00	4.616,54	11.921,31	16.537,85	-37,85	100%
06 Communication pour le développement		REGIE	19.700,00	18.976,05	738,21	19.714,26	-14,26	100%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			273.390,00	52.709,28	35.507,66	88.216,94	185.173,06	32%
01 Audit et suivi et évaluation			271.200,00	51.737,23	34.338,90	86.076,13	185.123,87	32%
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	141.300,00	40.842,83	13.854,98	54.697,81	86.602,19	39%
02 Audit		REGIE	80.000,00	120,27	20.483,92	20.604,19	59.395,81	26%
03 Backstopping		REGIE	40.000,00	855,69	0,00	855,69	39.144,31	2%
04 Baseline, atelier de démarrage		REGIE	9.900,00	9.918,44	0,00	9.918,44	-18,44	100%
99 Conversion rate adjustment			2.190,00	972,05	1.168,76	2.140,81	49,19	98%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	2.190,00	972,05	1.168,76	2.140,81	49,19	98%
		REGIE	6.500.000,00	4.774.808,13	1.579.398,81	6.354.206,94	145.793,06	98%
		COGEST						
		TOTAL	6.500.000,00	4.774.808,13	1.579.398,81	6.354.206,94	145.793,06	98%



Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1015611

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère du Développement Rural**

Budget Version: **C02** Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2014	Expenses 2015	Total	Balance	% Exec
A L'UCAG EST MISE EN PLACE ET OPÉRATIONNELLE			4.861.000,00	3.436.532,78	889.350,85	4.325.883,63	535.116,37	89%
01 Affectation progressive de ressources humaines			3.772.400,00	2.562.114,32	749.306,39	3.311.420,71	460.979,29	88%
01 Assistance technique		REGIE	2.759.100,00	1.982.773,69	429.689,09	2.412.462,78	346.637,22	87%
02 Coresponsable congolais (primes)		REGIE	55.400,00	32.665,71	11.947,37	44.613,08	10.786,92	81%
03 Staff national contrat CTB		REGIE	632.000,00	383.533,00	206.623,70	590.156,70	41.843,30	93%
04 Staff national contrat partenaire (primes)		REGIE	325.900,00	163.141,92	101.046,23	264.188,15	61.711,85	81%
02 Frais de fonctionnement			391.800,00	257.764,65	97.658,62	355.423,27	36.376,73	91%
01 Frais de fonctionnement		REGIE	391.800,00	257.764,65	97.658,62	355.423,27	36.376,73	91%
03 Réhabilitation et équipement des locaux de l'UCAG			359.000,00	352.928,16	353,52	353.281,68	5.718,32	98%
01 Réhabilitation des bureaux		REGIE	359.000,00	352.928,16	353,52	353.281,68	5.718,32	98%
04 Acquisition du matériel de l'UCAG			153.700,00	137.726,21	14.882,97	152.609,18	1.090,82	99%
01 Véhicules		REGIE	99.200,00	99.314,36	0,00	99.314,36	-114,36	100%
02 Équipement IT		REGIE	54.500,00	38.411,85	14.882,97	53.294,82	1.205,18	98%
05 Renforcement des compétences des membres de l'UCAG			87.000,00	82.158,47	8.335,09	90.493,56	-3.493,56	104%
01 Formations initiales et continues		REGIE	87.000,00	82.158,47	8.335,09	90.493,56	-3.493,56	104%
06 Accompagnement de la mise en place et du bon			60.600,00	7.402,57	18.814,26	26.216,83	34.383,17	43%
01 Manuel de procédures		REGIE	41.000,00	977,27	5.643,89	6.621,16	34.378,84	16%
02 Accompagnement du processus de changement		REGIE	19.600,00	6.425,30	13.170,37	19.595,67	4,33	100%
07 Promotion des thèmes transversaux			36.500,00	36.438,40	0,00	36.438,40	61,60	100%
01 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	36.500,00	36.438,40	0,00	36.438,40	61,60	100%
B APPUI À L'EXÉCUTION DES PROJETS			239.900,00	121.547,80	107.853,77	229.401,57	10.498,43	96%
01 Les capacités des équipes de projet sont renforcées			239.900,00	121.547,80	107.853,77	229.401,57	10.498,43	96%
		REGIE	8.000.000,00	5.857.896,99	1.471.079,90	7.328.976,89	671.023,11	92%
		COGEST						
		TOTAL	8.000.000,00	5.857.896,99	1.471.079,90	7.328.976,89	671.023,11	92%



Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1015611

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère du Développement Rural**

Budget Version: **C02** Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2014	Expenses 2015	Total	Balance	% Exec
01 Renforcement des équipes via la formation		REGIE	48.100,00	24.722,11	23.341,99	48.064,10	35,90	100%
02 Appui à la gestion des projets sectoriels		REGIE	182.500,00	87.559,97	84.511,78	172.071,75	10.428,25	94%
03 Appui à la gestion des projets hors secteur (SLA)		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
04 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	9.300,00	9.265,72	0,00	9.265,72	34,28	100%
C RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION ET APPUI À			1.510.900,00	1.168.886,63	281.838,38	1.450.725,01	60.174,99	96%
01 Les capacités du Ministère au niveau central sont			139.100,00	122.588,22	6.779,85	129.368,07	9.731,93	93%
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	1.900,00	1.695,07	138,98	1.834,05	65,95	97%
02 Renforcement des compétences du personnel clé des		REGIE	18.400,00	3.314,23	5.347,35	8.661,58	9.738,42	47%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	68.100,00	68.102,35	0,00	68.102,35	-2,35	100%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	200,00	172,82	0,00	172,82	27,18	86%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	7.300,00	7.229,64	136,59	7.366,23	-66,23	101%
06 Appui à la coordination des interventions du secteur		REGIE	36.700,00	35.601,34	1.156,93	36.758,27	-58,27	100%
07 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	6.500,00	6.472,77	0,00	6.472,77	27,23	100%
02 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère			885.700,00	639.141,45	207.759,76	846.901,21	38.798,79	96%
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	109.000,00	11.374,81	98.536,32	109.911,13	-911,13	101%
02 Renforcement des compétences		REGIE	93.100,00	6.404,05	64.801,27	71.205,32	21.894,68	76%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	582.200,00	538.060,91	26.196,63	564.257,54	17.942,46	97%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	21.800,00	11.326,27	10.494,22	21.820,49	-20,49	100%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	66.800,00	63.236,72	3.502,76	66.739,48	60,52	100%
06 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	12.800,00	8.738,69	4.228,56	12.967,25	-167,25	101%
03 Les capacités des Ministères provinciaux sont			377.700,00	330.606,47	42.311,64	372.918,11	4.781,89	99%
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	23.700,00	23.614,67	0,00	23.614,67	85,33	100%
		REGIE	8.000.000,00	5.857.896,99	1.471.079,90	7.328.976,89	671.023,11	92%
		COGEST						
		TOTAL	8.000.000,00	5.857.896,99	1.471.079,90	7.328.976,89	671.023,11	92%



Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1015611

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère du Développement Rural**

Budget Version: **C02** Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2014	Expenses 2015	Total	Balance	% Exec
02 Renforcement des compétences		REGIE	18.100,00	29,04	13.555,19	13.584,23	4.515,77	75%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	267.500,00	267.446,96	0,00	267.446,96	53,04	100%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	6.700,00	6.627,24	73,82	6.701,06	-1,06	100%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	37.800,00	9.117,37	28.682,63	37.800,00	0,00	100%
06 Appui à la coordination des interventions du secteur		REGIE	5.000,00	4.907,45	0,00	4.907,45	92,55	98%
07 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	18.900,00	18.863,74	0,00	18.863,74	36,26	100%
04 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la			108.400,00	76.550,49	24.987,13	101.537,62	6.862,38	94%
01 Renforcement des capacités matérielles de la Plateforme		REGIE	2.100,00	44,25	0,00	44,25	2.055,75	2%
02 Amélioration des infrastructures		REGIE	1.000,00	965,70	0,00	965,70	34,30	97%
03 Renforcement technologique de la Plateforme		REGIE	10.600,00	10.597,84	0,00	10.597,84	2,16	100%
04 Appui à l'élaboration et à la réalisation d'un plan de		REGIE	20.200,00	77,92	15.165,76	15.243,68	4.956,32	75%
05 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	7.400,00	3.300,97	4.045,85	7.346,82	53,18	99%
06 Communication pour le Développement		REGIE	67.100,00	61.563,81	5.775,52	67.339,33	-239,33	100%
D APPUI INSTITUTIONNEL: APPUI À L'OPÉRATIONNALITÉ DU			1.294.900,00	1.043.079,81	172.408,78	1.215.488,59	79.411,41	94%
01 Les capacités techniques et opérationnelles des			1.294.900,00	1.043.079,81	172.408,78	1.215.488,59	79.411,41	94%
01 Renforcement des compétences techniques et		REGIE	291.400,00	250.266,65	48.322,87	298.589,52	-7.189,52	102%
02 Réhabilitation des locaux et équipements techniques		REGIE	717.600,00	533.256,35	104.151,04	637.407,39	80.192,61	89%
03 Renforcement des capacités technologiques des		REGIE	156.500,00	148.826,21	7.961,59	156.787,80	-287,80	100%
04 Renforcement des capacités matérielles des structures		REGIE	107.400,00	107.072,84	1.396,46	108.469,30	-1.069,30	101%
05 Appui à l'élaboration de stratégies, politiques et normes de		REGIE	22.000,00	3.657,76	10.576,82	14.234,58	7.765,42	65%
06 Appui à la réalisation des inventaires et statistiques		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
07 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
		REGIE	8.000.000,00	5.857.896,99	1.471.079,90	7.328.976,89	671.023,11	92%
		COGEST						
		TOTAL	8.000.000,00	5.857.896,99	1.471.079,90	7.328.976,89	671.023,11	92%



Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1015611

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère du Développement Rural**

Budget Version: **C02** Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2014	Expenses 2015	Total	Balance	% Exec
Z MOYENS GÉNÉRAUX			93.300,00	87.849,97	19.628,12	107.478,09	-14.178,09	115%
01 Audit et Suivi et Evaluation			93.300,00	87.944,74	19.308,16	107.252,90	-13.952,90	115%
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	20.000,00	29.364,75	243,88	29.608,63	-9.608,63	148%
02 Audit		REGIE	60.300,00	52.429,04	19.003,08	71.432,12	-11.132,12	118%
03 Backstopping		REGIE	6.800,00	43,86	61,20	105,06	6.694,94	2%
04 Baseline, atelier de démarrage		REGIE	6.200,00	6.107,09	0,00	6.107,09	92,91	99%
99 Conversion rate adjustment			0,00	-94,77	319,96	225,19	-225,19	?%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	-94,77	319,96	225,19	-225,19	?%

REGIE	8.000.000,00	5.857.896,99	1.471.079,90	7.328.976,89	671.023,11	92%
COGEST						
TOTAL	8.000.000,00	5.857.896,99	1.471.079,90	7.328.976,89	671.023,11	92%



Taux de décaissement de l'intervention et réajustement budgétaire entre AGRI et DR

	Budget alloué	Dépenses au 31/12/2015 (version initiale)	Solde budgétaire au 31/12/2015 (version initiale)	Solde budgétaire au 31/12/2015 (ajusté)	Engagements et planification 2016 (salaires, primes, fonctionnement)	Reliquat budgétaire disponible estimé fin de projet
MINIDER	8 000 000	7 328 981	671 019	494 863	409 073	85 790
MINAGRI	6 500 000	6 354 207	145 793	321 949	289 078	32 872
			816 812	816 812	698 151	118 662

4 Personnel de l'intervention

4.1 Situation du personnel UCAG-MINIDER au dernier trimestre 2015

Fonction	Nom	Prénom	M/F	Début	Fin	Type
ATI						
Coresponsable International	SCHILL	Maurice	M	14/01/2014	17/01/2016	International
Resp. Cellule Institutionnelle	HUART	Alain	M	05/03/12	04/03/16	International
Resp. Marchés Publics	KINDT	Geert	M	07/11/11	06/11/15	International
Agents Ministère DER.						
Coresponsable National	LUZAYADIO	Jean Albert	M	12/03/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Expert VIH/SIDA	MANLALA	Nadine	F	30/01/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Gestionnaire MP	PHOLO	Claudine	F	28/03/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Gestionnaire MP	KOLA	Beni	M	23/02/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Comptable	ONEMA	Pierre	M	4/07/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Expert Adm. Fin.	MASSINI	Suzanne	F	26/11/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Caissière	KAPINGA	Julienne	F	11/11/2013	31/12/2015	National mis à disp.
Secrétaire Rec.	KANKU	Antoinette	F	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.
Collaborateur P.S.E.	BILABILA	Bienvenu	M	5/03/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Responsable du site Web	MANDIANGU	Hygin	M	1/08/2014	31/12/2015	National mis à disp.
Chargé des plans de communication locale	IDIMI	Raoul	M	1/08/2014	31/12/2015	National mis à disp.
Chargé de partenariat avec les radios rurales	OTABA	Rombaut	M	1/08/2014	31/12/2015	National mis à disp.
Chauffeur	LUMUANGA	David	M	26/11/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Chauffeur	LILEMBO	Jean	M	17/04/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Agent Entretien	MOTOMBI	Jean Robert	M	20/01/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Surveillant	MPUTU	Simon	M	18/01/2012		National mis à disp.

Surveillant Bureau COR	BELEMBE	René	M	1/08/2014	31/12/2015	National mis à disp.
Surveillant gde porte	KOLE	Floribert	M	1/12/2014	31/12/2015	National mis à disp.
Agents sous contrat CTB						
Comptable Validateur	BUNKETE	Emmanuel	M	5/10/2006	31/12/2015	National recruté
Chargé Planif Suivi	LUVUMBU	Joseph	M	6/01/2009	31/12/2015	National recruté
Logisticien	MUANDA - BI- LUTETE	Ronsard	M	6/10/2014	31/12/2015	National recruté
Gestionnaire MP	SHWEKA	Fleur	F	9/11/2007	31/12/2015	National recruté
Chauffeur	MBWESHI	Alexis	M	1/02/2012	31/12/2015	National recruté
Chauffeur	NGIAMA	Anderson	M	1/11/2011	31/12/2015	National recruté
Contrôleur de Gestion	NITUMOSI	Vital	M	1/02/2007	31/12/2015	National recruté
Chauffeur	NDANGI MUANDA	Patchely	M	1/07/2014	31/12/2015	National recruté
Chargé RC Adm & Fin	TSHIMANGA	Patrick	M	01/11/14	31/12/2015	National recruté

4.2 Situation du personnel UCAG-MINAGRI au dernier trimestre 2015

Fonction	Nom	Prénom	M/F	Début	Fin	Type
Coresponsable CTB	Schill	Maurice	M	14/01/2012	17/01/2016	International
Comptable Validateur	Nzuzi	Guy	M	1/04/2014	5/10/2015	National recruté
Chargé Marchés Publics	Diop	Modou	M	19/05/2014	18/01/2016	International
Collaborateur marchés publics	Zubi	José	M	1/09/2011	31/12/2015	National recruté
Logisticien	Luzayidila	Dominique	M	1/09/2011	31/12/2015	National recruté
Chauffeur	Batubenga	Désiré	M	1/09/2011	31/12/2015	National recruté
Chauffeur	Luamba	Samuel	M	1/02/2012	31/12/2015	National recruté
Coresponsable National	Makala	Patrick	M	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.
Chargé planification, suivi et évaluation	Tshipamba	Justin	M	1/02/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Collaborateur planification & suivi	Lumba	Augustin	M	1/02/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Chargé de communication	katay	Bob	M	1/03/2014	31/12/2015	National mis à disp.
Experte genre	N'Landu	Jeanne	F	1/12/2013	31/12/2015	National mis à disp.
Adjointe communication	Mbandi	Patricia	F	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.
Collaborateur marchés publics	Mfwamba	Henri	M	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.
Collaborateur marchés publics	Maneno	Victor	M	1/12/2013	31/12/2015	National mis à disp.
Collaborateur marchés publics	Mwika	Irène	F	1/12/2013	31/12/2015	National mis à disp.
Comptable	Mutanda	Solange	F	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.
Caissière	Misenga	Arlette	F	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.
Secrétaire	Nawej	Ghislaine	F	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.
Archivage & reprographie	May	Casimir	M	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.
Maintenance électrique	Kalala	Carlos	M	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.
Point Focal Provincial Bandundu	Ndenge	Prince	M	1/06/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Point Focal Provincial Kasai Oriental	Tshipanza	Isidore	M	1/06/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Point Focal Provincial Prov. Orientale	Mayingidi	Micheline	F	1/06/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Point Focal Provincial Maniema	Amzati	Georges	M	1/06/2012	31/12/2015	National mis à disp.
Réceptionniste	Muteba	Clement	M	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.
Entretien et cafétaria	Mbombo	Marie	F	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.
Chauffeur	Makila	Jérôme	M	1/09/2011	31/12/2015	National mis à disp.

5 Marchés publics

20 MP UCAG-MINIDER pour la somme de 2 079 622 €

Numéro d'ordre	Intitulé du marché	Montant marché attribué	Lieux	Début d'exécution (date)	Fin d'exécution (date)	Observation
RDC1015611/01	Fourniture et installation d'un groupe électrogène, insonorisé, de 50 KVA avec inverseur automatique avec fonction manuelle	28.840,93 €	Secrétariat général du MINIDER/ Kinshasa	26/04/2012	24/08/2012	
RDC1015611/02	Marché d'installation Internet aux bureaux de l'UCAG MINIDER	29.830,00 €	Secrétariat général du MINIDER/ Kinshasa	14/10/2012	14/10/2012	
RDC1015611/03 lot 1	Réhabilitation des bureaux UCAG, Services centraux du Secrétariat Général, des Services Généraux et de SNIR.	100.810,00 €	Secrétariat général du MINIDER/ Kinshasa (UCAG)	4/09/2012	19/10/2012	
RDC1015611/03 lot 2	Réhabilitation des bureaux UCAG, Services centraux du Secrétariat Général, des Services Généraux et de SNIR.	66.465,00 €	Secrétariat général du MINIDER/ Kinshasa (Bureau SG, SNIR+ Services Généraux)	4/09/2012	5/11/2012	

RDC1015611/04	Réhabilitation des bureaux de la direction Nationale des voies de Dessertes agricoles, DVDA	79.516,83 €	Secrétariat général du MINIDER/ Kinshasa (DVDA)	4/09/2012	16/12/2012	
RDC1015611/05	Travaux relatifs à la construction des bâtiments dans les chefs-lieux de province, territoire, et secteur pilotes pour le Ministère de Développement Rural au Bandundu	44.274,52 €	KENGE 1 + IDIOFA	3/12/2012	13/03/2013	Résilié repris avec RDC1015611/13
RDC1015611/07	Travaux relatifs à la construction des bâtiments dans les chefs-lieux de province, territoire, et secteur pilotes pour le Ministère de Développement Rural Province Orientale	140.427,00 €	BANALIA, BENGAMISA, ISANGI et KISANGANI	12/12/2012	28/03/2013	
RDC1015611/08 lot1 et lot3	Travaux relatifs à la construction des bâtiments dans les chefs-lieux de province, territoire, et secteur pilotes pour le Ministère de Développement Rural dans le Kasai-Oriental	230.617,02 €	MBUJI MAYI et TSHILEO	6/12/2012	06/04/2013	
RDC1015611/08 lot 2	Travaux relatifs à la construction des bâtiments dans les chefs-lieux de province, territoire, et secteur pilotes pour le Ministère de Développement Rural dans le Kasai-Oriental	42.100,86 €	NGANDAJIKA	6/12/2012	20/03/2013	

RDC1015611/09 lot 1	Travaux relatifs à la construction des bâtiments dans les chefs-lieux de province, territoire, et secteur pilotes pour le Ministère de Développement Rural au Maniema	196.784,29 €	KASONGO	27/03/2013	27/07/2013	
RDC1015611/09 lot 2	Travaux relatifs à la construction des bâtiments dans les chefs-lieux de province, territoire, et secteur pilotes pour le Ministère de Développement Rural au Maniema	104.561,71€	KAYUYU	27/03/2013	06/07/2013	
RDC1015611/09 lot 3	Travaux relatifs à la construction des bâtiments dans les chefs-lieux de province, territoire, et secteur pilotes pour le Ministère de Développement Rural au Maniema	60.495,83€	KINDU	27/03/2013	06/07/2013	
RDC1015611/10	Travaux relatifs à la construction des bâtiments dans les chefs-lieux de province, territoire, et secteur pilotes pour le Ministère de Développement Rural au Bandundu	147.944,00€	BANDUNDU VILLE	20/02/2013	20/06/2013	
RDC1015611/11	Aménagement des bureaux du Secrétariat Général du Ministère du Développement Rural	205.406,00 €	Secrétariat Général du Ministère du Développement Rural/ Kinshasa	10/09/2013	02/03/2014	Résilié repris avec RDC1015611/18

RDC1015611/12	Fournitures des panneaux solaires	123.471,00 €	MBUJIMAYI, KISANGANI et BANDUNDU	25/10/2013	28/03/2014	
RDC1015611/13	Travaux relatifs à la construction d'un bâtiment dans le territoire d'IDIOFA pour le Ministère du Développement Rural au BANDUNDU	46.625,00 €	IDIOFA	4/07/2013	11/10/2013	
RDC1015611/14	Travaux relatifs à la construction d'un bâtiment dans le territoire + latrine à KENGE pour le Ministère du Développement Rural au BANDUNDU	70.076,00 €	KENGE 2	22/11/2013	08/03/2014	
RDC1015611/16	Marché de travaux relatifs à la construction du mur de clôture, d'une paillote, d'un kiosque et l'assainissement de la cour du Secrétariat Général au Développement Rural	186.624,00 €	Secrétariat Général du Ministère du Développement Rural / Kinshasa	19/03/2015	15/11/2015	Aura du retard (réception provisoire 08 janvier 2016)
RDC1015611/17	Développement d'un système de gestion et une base de données des marchés publics	50.200,00 €	UCAG MINIDER / Kinshasa	29/05/2014	09/08/2014	Résilié
RDC1015611/18	Marché de travaux de réhabilitation des bureaux du SG du Ministère du développement Rural	124.552,00 €	Secrétariat Général du Ministère du Développement Rural / Kinshasa	10/06/2014	13/10/2014	Reprise du marché RDC10156/11

17 MP UCAG-MINAGRI pour la somme de 1 222 233 €

Code Navision	Intitulé du marché	Montant du marché attribué (€)	Lieu d'exécution du marché	Début d'exécution	Fin de l'exécution	Observations
RDC 1015411-07	Réhabilitation bureaux UCAG	60 302.16	Secrétariat Général du MAPE	20/08/2012	04/03/2013	
RDC 1015411-12	Fourniture et installation d'un réseau informatique et connexion internet	42 120,00	Secrétariat Général du MAPE (UCAG)	13/12/2012	22/01/2013	Relance RDC 10157411-08, annulé
RDC 1015411-14	Travaux de réhabilitation des bâtiments du Min. et Inspection. Provinciale de l'Agriculture /BANDUNDU	118 877.47	BANDUNDU	17/06/2013	07/11/2013	
RDC 1015411-15	Travaux de réhabilitation du Secrétariat Général du Minagri (Rez-de-chaussée, Bâtiment DSG)	50 651.42	Secrétariat Général du MAPE (DSG)	12/06/2013	29/09/2014	
RDC 1015411-17	Travaux de réhabilitation Mbuji May	48 223,00	IPAPEL Mbuji Mayi	05/08/2013	02/03/2015	

RDC 1015411-19	Travaux de réhabilitation Kindu	182 287,13	IPAPEL KINDU	16/09/2013	07/03/2014	Relance RDC 1015411-16 annulé
RDC 1015411-20	Formation agents IPAPEL	58 065	Zone d'intervention UCAG	17/12/2013	07/08/2015	
RDC 1015411-21	Travaux de réhabilitation des bâtiments du Ministère provincial de l'agriculture dans la province orientale/Kisangani (relance)	110 467.88	Kisangani	23/12/2013	23/06/2014	Relance RDC 1015411-18 annulé
RDC 1015411-23	Fourniture de 7 groupes électrogènes pour IPAPEL	113 180,82	Kindu, Kisangani, Mbuji Mayi, UCAG	30/12/2013	15/03/2014 (lot 1, 2 et 3)	
RDC 1015411-24	Formation des agents des IPAPEL / AGRI	37 625	Zone d'intervention UCAG	05/02/2014	14/01/2015	
RDC 1015411-25	Fourniture, livraison et installation d'équipement photovoltaïques	75 920,00	Kindu, Mbuji Mayi	03/03/2014	19/08/2014	
RDC 1015411-26	Travaux complémentaires d'aménagements des bâtiments de IPAPEL (site PMKO et centre-ville) à Mbuji	28 953,13	Mbuji Mayi	11/08/2014	03/11/2014	

Mayi							
RDC 1015411-27	Travaux de construction du bâtiment type des Ministères Provinciaux sur le site PMKO à Mbuji-Mayi Province de Kasai Oriental	173 576,15	Mbuji Mayi	15/07/2014	27/10/2015		
RDC 1015411-28	Travaux d'extension du bâtiment annexes de l'IPAPEL site centre-ville et PMKO à Mbuji-Mayi Province de Kasai Oriental	28 119,83	Mbuji Mayi	08/04/2015	19/06/2015		
RDC 1015411-29	Fourniture, livraison et installation d'équipement photovoltaïques	74 020,00	Mbuji Mayi et ISANGI	28/07/2015	En cours	Marché en exécution	
RDC 1015411-30	Fourniture et installation de mobiliers de bureaux pour l'IPAPEL et l'IPDR à Kisangani en Prov. Orientale	19 845	IPAPEL et IPDR Kisangani	17/08/2015	09/11/2015		

6 Accords d'exécution

6.1 Accords d'exécution UCAG-AGRI

Accords d'Exécution 2013 en Province				
Tranche	Bandundu	Kasaï Oriental	Prov. Orientale	Maniema
1ere Tranche	4.215\$	3.700\$	4.000\$	5.325\$
2eme Tranche	-	6.000\$	-	-
3eme Tranche	-	-	-	-
Total	4.215\$	9.700\$	4.000\$	5.325\$

Accords d'Exécution 2014 – 2015 en Province				
Tranche	Bandundu	Kasaï Oriental	Prov. Orientale	Maniema
1ere Tranche	4.150\$	4.500\$	5.850\$	4.950\$
2eme Tranche	5.250\$	5.300\$	5.200\$	4.700\$
3eme Tranche	5.100\$	4.700\$	3.450\$	4.850\$
Total	14.500\$	14.500\$	14.500\$	14.500\$

6.2 Accords d'exécution UCAG-DR

PROVINCES	Sites MDR	Répartition budget par site	SUIVI FINANCIER AE MINIDER					Solde	Observation
			Mise à disposition des Fonds						
			Date	1ère tranche	Date	2ème tranche			
BANDUNDU	BDD-Ville	8.000,00	7-avr.-15	5.095,00		0,00	2.905,00	non sevi à cause de la suspension du BAF par	
	IDIOFA	4.355,00	7-avr.-15	3.065,00	22-oct.-15	1.290,00	0,00		
	KENGE	5.645,00	7-avr.-15	2.710,00	22-oct.-15	2.935,00	0,00		
TOTAL		18.000,00		10.870,00		4.225,00	2.905,00		
KASAI OR	MBUJI MAYI	8.000,00	14-avr.-15	3.600,00	25-sept.-15	4.400,00	0,00		
	NGANDAJIKA	6.000,00	14-avr.-15	1.800,00	25-sept.-15	4.200,00	0,00		
	BAKWA MULUMBA	4.000,00	14-avr.-15	1.750,00	25-sept.-15	2.250,00	0,00		
TOTAL		18.000,00		7.150,00		10.850,00	0,00		
TSHOPO	KISANGANI	8.000,00	11-avr.-15	5.600,00	25-sept.-15	2.400,00	0,00		
	BENGAMISA	4.000,00	22-avr.-15	2.030,00	25-sept.-15	1.970,00	0,00		
	BANALIA	6.000,00	22-avr.-15	2.615,00	25-sept.-15	3.385,00	0,00		
TOTAL		18.000,00		10.245,00		7.755,00	0,00		
MANIEMA	KINDU	8.000,00	5-févr.-15	5.000,00	25-sept.-15	3.000,00	0,00		
	KAYUYU	4.900,00	5-févr.-15	2.610,00	25-sept.-15	2.290,00	0,00		
	KASONGO	5.100,00	5-févr.-15	1.710,00	25-sept.-15	3.390,00	0,00		
TOTAL		18.000,00		9.320,00		8.680,00	0,00		
TOTAL BUDGET		72.000,00		37.585,00		31.510,00	2.905,00		

7 Équipements

7.1 Équipements acquis durant l'intervention à l'UCAG MINIDER

QUANTITE	DESCRIPTION
15	Climatiseur split
2	Coffre fort (1 Coffre fort de 140 Kg et 1 mini Coffre fort)
1	Coffret à clefs
2	Destructeur de papier
2	Échelle
1	Écran de projection 300 x 225 cm
10	Extincteur à poudre
1	Fontaine d'eau
1	Four micro onde
1	Frigo 80 litres
4	Fût de 200 L (3 fûts plastiques et 1 fût métallique)
2	Groupe Électrogène: Marque GESAN 25 KVA et YANMA 50 KVA
3	Poubelles (20 litres, 200 litres, 660 litres)
5	Jerrycan métallique de 20 Litres
25	Rallonges multiprises
3	Stabilisateurs 1500 W
1	Relieuse FOSKA 2088
1	Rogneur
1	Sèche main électrique
1	Rétroprojecteur

1	Appareil Photo NIKKON D90 avec trépied de 2,50
22	Claviers AZERTY
20	Écran/Moniteurs (18 Moniteurs 19" et 3 Moniteurs 22")
3	Docking station
1	Imprimante HP Desk Jet
8	Imprimante HP Laserjet
5	Disque dur 500GB
1	Copieur Imprimante multifonction CANON IR1133
1	Copieur Imprimante Ricoh Multifonction MP 2501 SP
21	Onduleur
10	Ordinateur portable (6 Dell Latitude E5510, 2 HP et 2 Toshiba)
15	Ordinateur fixe
7	Scanner des documents
5	Bloc tiroir
6	Armoires métalliques
1	Armoire avec vitre
44	Chaise visiteurs en boussac
7	Chaise visiteur FNMA
25	Fauteuil de bureau avec roulettes
6	Table rectangulaire
27	Table bureau 1,60m avec armoire basse +caisson à tiroirs
13	Étagère en bois 200x120x35 avec rayon à double battant
5	Table réunion ronde
1	Table bureau petit modèle
1	Kit meuble cuisine (Débarras, Armoire et 6 Tabourets)

1	Équipement Internet INET (Modem, switch et routeur)
2	Modem Vodacom
2	Modem ORANGE
1	Rack Internet
2	Téléphone satellitaire (THURAYA SG 2520)
7	Véhicule (6 véhicules 4x4 et 1 voiture Berline)

7.2 Équipements acquis durant l'intervention à l'UCAG MINAGRI

INVENTAIRE SYNTHÈSE DU PATRIMOINE UCAG MINAGRI

QUANTITE	DESIGNATION
	VEHICULES
5	Véhicules (4 Ford Everest + 1 Toyota Landcruiser)
4	Motos Yamaha DT 125 (pour les PFP)
	INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE
5	ordinateurs laptop Dell E5510
5	ordinateurs laptop HP probook 650
1	ordinateur laptop Apple
14	ordinateurs desktop (UC+écran+clavier+souris+onduleur)
1	imprimante multifonction Canon IR 2525
8	imprimante HP laserjet 100 couleur MFP175a
1	imprimante à jet d'encre pour CD/DVD Canon IP7140
1	imprimante HP CM1312 MFP
1	routeur 150 Mbs
1	kit complet internet avec serveur et rack

8	stabilisateurs 1000 VA
1	stabilisateurs 5000 VA
4	disques durs de 500 Gb
1	rétroprojecteur Viewsonic + écran de projection, avec sac
2	rallonges électriques de 15 mètres
2	destructeur de papier
1	coupe papier
1	machine à reliure
EQUIPEMENT	
1	kit internet + rack
2	téléphone cellulaire Thuraya
2	appareils photo Nikon (1 modèle D3200 et 1 modèle L320)
1	appareil caméra DCK-SR68 + chargeur de batterie
1	dictaphone
1	casque écouteur + micro
1	poste récepteur radio Sonilex
2	mégaphones
4	tableau chevalet de conférence
2	coffret à monnaie
1	coffre fort moyen
6	jerricanes à carburant de 20 litres
2	groupes électrogènes (Visa 60 KVA et Elcos 50 KVA)
1	pince ampérimétrique digitale pour électricien
1	kit outillage de maintenance
2	extincteurs à poudre ABC de 9 kg
1	frigo Sharp
1	fontaine d'eau
1	balance électronique de 150 kg
MOBILIER	

6	étagères hautes en bois fixées au mur (archives, MP et finances)
15	étagères en bois standard
4	étagères basses en bois
1	étagère cuisine
1	échelle en alu pour étagères
1	table de réunion ovale 240 x 120
3	tables de réunion ronde 120
2	tables simples en bois 120
2	banc avec dossier 3 places, métallique
2	banc 2 m avec dossier en bois
22	fauteuils avec accoudoirs et roulette
33	chaises visiteurs sans accoudoirs
3	bureaux 180 + caisson + retour
2	bureaux 160 + caisson + retour
10	bureaux 140 + caisson
6	bureaux 120 + caisson
4	armoire métallique à 2 battants +/- 2 m
1	armoire basse en bois
3	split (1 de 24000 BTU et 2 de 18000 BTU)

8 Cadre logique original tiré du DTF :

8.1 Cadre logique DTF MINIDER

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
	<p>Objectif Général</p> <p>Les capacités du Ministère et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.</p>			
	<p>Objectif spécifique</p> <p>Les capacités institutionnelles et opérationnelles du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration, d'une part pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, et d'autre part pour l'élaboration et la conduite des politiques et des stratégies de développement rural</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Niveau d'implication des structures déconcentrées, décentralisées et centrales dans la gestion des interventions 2. Répartition des fonds consacrés aux structures centrales, déconcentrées et décentralisées en comparaison avec le budget. 	<p>Rapports trimestriels de l'UCAG et des projets sectoriels.</p> <p>PV des instances de coordination et concertation</p> <p>Rapports trimestriels et annuels de l'UCAG</p>	<p>Chaque ministère émet un arrêté ministériel fixant l'ancrage institutionnel de l'UCAG respective.</p> <p>Les contributions attendues de chacune des parties sont apportées en temps utile.</p> <p>Le climat sociopolitique et/ou sécuritaire n'entrave pas la réalisation des projets / programmes.</p> <p>Le projet attire et retient les ressources humaines requises.</p> <p>Les parties s'entendent sur l'affectation de personnel technique déjà formé aux procédures et outils de la CTB pour un démarrage rapide et sans rupture de qualité.</p> <p>Les ressources affectées à l'UCAG sont stables.</p> <p>Le ministère fait preuve de leadership dans le renforcement des institutions concernées et dans la gestion du programme sectoriel.</p> <p>La répartition du budget favorise à la fois le renforcement aux niveaux national, déconcentré et décentralisé.</p> <p>La coopération belgo-congolaise s'opère dans le respect des modalités prévues, en coresponsabilité et dans un climat de travail favorisant l'efficacité.</p>

AXE 0 : MISE EN PLACE DE L'UCAG				
R1	L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de postes comblés (fonctionnaires, ATI et autres). 2. N. de marchés passés. 3. N. et % d'employés féminins dans l'UCAG 4. N. de manquements aux procédures relevés 5. N. d'employés ayant complété et réussi la formation initiale 6. Effectivité du transfert de compétence réciproque 7. Respect des échéances (documents et rapports) 8. Indice d'efficacité des appuis (taux de décaissement / taux de réalisation des plans correspondants), par type d'appui, clientèle. 9. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Bonne Gouvernance). 	<p>Effectifs de l'UCAG</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Rapports FIT.</p> <p>Évaluations</p> <p>Évaluations de la performance de l'UCAG (Audit organisationnel)</p> <p>Enquête de satisfaction auprès des utilisateurs des services de l'UCAG</p> <p>Date de dépôt des documents de planification, études et rapports prévus.</p>	<p>Des mesures favorisent la dotation rapide des postes au démarrage.</p> <p>Le personnel technique déjà formé est récupéré.</p> <p>Des locaux adéquats sont rendus disponibles et réhabilités.</p>
AXE 1 : APPUI À LA GESTION DES PROJETS				
R2	Les capacités des équipes de projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée avec transfert de compétences au personnel des structures décentralisées et déconcentrées.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain. 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations. 3. N. de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 4. Effectivité du transfert de compétence 5. Utilisation des formations dans le travail quotidien 6. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT</p> <p>Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Rapports de mission.</p> <p>Évaluation / audit.</p>	<p>Stabilité des équipes projets.</p> <p>Formation aux thèmes transversaux offerte aux équipes des nouveaux projets dès le démarrage.</p> <p>Approche pyramidale des formations (formation de formateurs).</p>

AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION ET UN APPUI A LA COORDINATION DES INTERVENTIONS DU SECTEUR

R3	Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>
R4	Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>
R5	Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>

R6	Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorées.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Répartition des productions faites par ministère desservi. 2. Qualité des productions 3. % des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Lutte contre les antivaieurs) 4. Taux de réalisation du plan de communication élaboré, par ministère desservi 5. N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus. 6. Niveau d'audience des émissions de radio. 7. Taux de réalisation du site WEB 8. Utilisation du site WEB par les internautes. 9. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels UCAG et Plate-forme de Communications Plan de communication Études (audimat) et sondages. Évaluation / audit. Site WEB. Rapport statistique du serveur WEB (clics, pages visitées, etc.).</p>	<p>La Plate-forme de Communications du MAPE dessert aussi le MEPSP et le MINIDER. L'expertise nécessaire est disponible.</p>
-----------	---	--	--	--

AXE 3 : APPUI INSTITUTIONNEL : APPUI À L'OPÉRATIONNALITÉ DU MINIDER

R7	<p>Les capacités techniques et opérationnelles des structures centrales et déconcentrées du MINIDER et des Ministères Provinciaux correspondants dans les zones de concentration sont renforcées pour l'élaboration et la conduite des politiques et des stratégies de développement rural.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de personnes formées et jours-personnes dispensés (H/F) et taux de réalisation du plan de formation. 2. N. de formateurs formés pour la diffusion du programme sectoriel de formation 3. Effectivité du transfert de compétences 4. Locaux réhabilités (en m2.) et coût moyen par m2. 5. Taux de décaissement par type de dépense (formation, infrastructures, équipements, matériel) 6. N. d'employés ayant bénéficié d'un appui technologique. 7. Taux de réalisation du plan de procurement et respect des délais. 8. Plan opérationnel déposé dans chaque zone de concentration à la fin du premier trimestre 9. N. de marchés / chantiers où le MINIDER est maître d'ouvrage. 10. Disponibilité (taux de couverture géographique des zones de concentration) et qualité des statistiques et inventaires. 11. Taux de réalisation de la cartographie des zones concernées. 12. Taux de décaissement du budget prévu pour le renforcement des compétences et connaissances. 	<p>Plan sectoriel de formation. Résultats des tests à la fin des formations. Évaluation du personnel sur le terrain. Rapports FIT Rapports trimestriels et annuels UCAG. Budget UCAG. Plan de procurement. Étude d'impact de l'appui. Plans opérationnels des zones. Rapports statistiques et inventaires publiés. Rapports de cartographie. Études, évaluations et audits.</p>	<p>Le contexte sécuritaire est favorable à la réalisation du projet dans les zones de concentration. Les expertises, matériaux et équipements nécessaires sont disponibles. La maîtrise d'ouvrage peut effectivement être attribuée aux entités décentralisées ou déconcentrées du MINIDER. Le personnel adéquat est désigné pour collaborer au projet dans les zones de concentration.</p>
----	---	---	--	--

8.2 Cadre logique DTF MINAGRI

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
	<p>Objectif Général <i>Les capacités du MAPE et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.</i></p>			
	<p>Objectif spécifique Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'implication des structures déconcentrées, décentralisées et centrales dans la gestion des interventions Répartition des fonds consacrés aux structures centrales, déconcentrées et décentralisées en comparaison avec le budget. 	Rapports trimestriels de l'UCAG et des projets sectoriels. PV des instances de coordination et concertation Rapports trimestriels et annuels de l'UCAG Évaluations externes	Chaque ministère émet un arrêté ministériel fixant l'ancrage institutionnel de l'UCAG respective. Les contributions attendues de chacune des parties sont apportées en temps utile. Le climat sociopolitique et/ou sécuritaire n'entrave pas la réalisation des projets / programmes. Le projet attire et retient les ressources humaines requises. Les parties s'entendent sur l'affectation de personnel technique déjà formé aux procédures et outils de la CTB pour un démarrage rapide et sans rupture de qualité. Les ressources affectées à l'UCAG sont stables. Le ministère fait preuve de leadership dans le renforcement des institutions concernées et dans la gestion du programme sectoriel. La répartition du budget favorise à la fois le renforcement aux niveaux national, déconcentré et décentralisé. La coopération belgo-congolaise s'opère dans le respect des modalités prévues, en coresponsabilité et dans un climat de travail favorisant l'efficacité.

AXE 0 : MISE EN PLACE DE L'UCAG

R1	L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> • N. de postes comblés (fonctionnaires, ATI et autres). • N. de marchés passés. • N. et % d'employés féminins dans l'UCAG • N. de manquements aux procédures relevés • N. d'employés ayant complété et réussi la formation initiale • Effectivité du transfert de compétence réciproque • Respect des échéances (documents et rapports) • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Bonne Gouvernance). 	<p>Effectifs de l'UCAG Rapports trimestriels et annuels. Rapports FIT. Évaluations Évaluations de la performance de l'UCAG (audit organisationnel) Enquête de satisfaction auprès des utilisateurs des services de l'UCAG Date de dépôt des documents de planification, études et rapports prévus.</p>	<p>Des mesures favorisent la dotation rapide des postes au démarrage. Le personnel technique déjà formé est récupéré. Des locaux adéquats sont rendus disponibles et réhabilités.</p>
AXE 1 : APPUI À LA GESTION DES PROJETS				
R2	Les capacités des équipes de projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée avec transfert de compétences au personnel des structures décentralisées et déconcentrées.	<ul style="list-style-type: none"> • Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain. • Taux de réussite aux tests à la fin des formations. • N. de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). • Effectivité du transfert de compétence • Utilisation des formations dans le travail quotidien • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Rapports de mission. Évaluation / audit.</p>	<p>Stabilité des équipes projets. Formation aux thèmes transversaux offerte aux équipes des nouveaux projets dès le démarrage. Approche pyramidale des formations (formation de formateurs).</p>

AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION ET UN APPUI A LA COORDINATION DES INTERVENTIONS DU SECTEUR

R3	Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) • Taux de réussite aux tests à la fin des formations • Utilisation des formations dans le travail quotidien • Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.	La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.
R4	Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) • Taux de réussite aux tests à la fin des formations • Utilisation des formations dans le travail quotidien • Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.	La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.
R5	Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) • Taux de réussite aux tests à la fin des formations • Utilisation des formations dans le travail quotidien • Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.	La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.

R6	Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorées.	<ul style="list-style-type: none"> • Répartition des productions faites par ministère desservi. • Qualité des productions faites • % des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Lutte contre les antivaleurs) • Taux de réalisation du plan de communication élaboré, par ministère desservi • N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus. • Niveau d'audience des émissions de radio. • Taux de réalisation du site WEB • Utilisation du site WEB par les internautes. • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels UCAG et Plate-forme de Communications Plan de communication Études (audimat) et sondages. Évaluation / audit. Site WEB. Rapport statistique du serveur WEB (clics, pages visitées, etc.).</p>	<p>La Plate-forme de Communications du MAPE dessert aussi le MEPSP et le MINIDER. L'expertise nécessaire est disponible.</p>
-----------	---	--	--	--

9 Outils et produits par résultats (matrice de monitoring)

9.1 Pour UCAG-MINDER

AXE	RESULTATS	ACTIVITES	REALISATIONS & INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION
Axe O Mise en place de l'UCAG	Résultat 1 : L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle.	1.1 : Affectation progressive des ressources de l'UCAG	37 agents affectés sur 26 prévus soit 142%. Tout au long de la mise en œuvre du projet, 11 postes de travail supplémentaires ont été ouverts (2 surveillants, 2 agents cellule Communication, 1 chauffeur, 1 archiviste, 1 agent de maintenance, 1 consultant MDR, 1 chargé de RFC Admin – fin, 1 expert RFC FONER, CLER, CPR...)	Rapport Annuel UCAG 2014 ; Organigramme UCAG
		1.2 : Affectation progressive des moyens de fonctionnement de l'UCAG		Rapport cellule Adm –fin ; FIT 2011 - 2014
		1.3 : Réhabilitation et équipement des locaux de l'UCAG	Espace opérationnel m ² (des bureaux) réhabilité : 336 m ² soit espace réhabilité à 100%	Rapport cellule Adm –fin ; Rapport Cellule MP
		1.4 : Acquisition du matériel de l'UCAG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 4 Véhicules de marque Ford achetés avec le contrat cadre + 1 Jeep Land Cruiser 4 x 4 ▪ Les bureaux de l'UCAG sont équipés en équipements informatiques connectés à l'Internet. 10 Kit ordinateurs (P.C, Ondulaires et Unité centrale) remis aux Services clés de l'administration centrale ainsi d'un Laptot à la Direction d'Études et Planification pour le suivi des PDL. 	Rapport Annuel UCAG 2014 Rapport cellule Adm –fin ; Rapport Cellule MP
		1.5 : Renforcement des compétences des membres de l'équipe l'UCAG	En somme, 25 formations ont été assurées en faveur de 74 agents dont 45 agents et cadres d'administration du DR (S.G, DSG, DEP, SNIR) soit 29 de l'équipe de l'UCAG : 2 formations des comptables, Word, Excel avancé, Excel niveau 2, Power point, Outlook, travail en équipe, ingénierie de formation, formation de secrétaire, contrôle interne et gestion des risques financiers et application des recommandations des rapports d'audits, MoreResult, Planif & suivi, Webmaster et communication stratégique, gestion axée sur les résultats et collecte et analyse des données pour un diagnostic participatif, Communication stratégique, Communication pour le développement, comptabilité, secrétariat, Gestion des	Rapport annuel UCAG Tableau des indicateurs 2013 – mi-2015

			projets et programmes, Anglais technique, M,P Loi Congolaise.	
		1.6 : Accompagnement de la mise en place et du bon fonctionnement de l'UCAG - Élaboration des manuels de procédure	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Production de 2 Manuels de procédure Admin - fin et Marchés Publics de l'UCAG ; ▪ 1 Évaluation Mi-Parcours UCAG ; ▪ 2 Films documentaires en cours de production sur les UCAGs ; ▪ 250 exemplaires de Revue de résultats UCAG MINIDER produits 	Rapport cellule Adm –fin 2014; Rapport Cellule MP 2014
		1.7 : Promotion des thèmes transversaux	voir R6	
Axe 1 – Appui à la gestion des projets	Résultat 2 : Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées.	2.1 : Renforcement des compétences des équipes de projets.	Formations permanentes en particulier la Cellule MP a formé (entre fin 2014 - octobre 2015) 18 agents MP de l'UCAG, Projets et Programmes provinciaux du Secteur	Rapports annuels UCAG 2012 -2013 - 2014 Tableau des indicateurs
		2.2 : Appui à la gestion des projets sectoriels.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Temps moyen entre projet de CSC et publication DAO (exprimé en jour) est passé de 22,8 jours (Baseline) à 12 jours (2015) ▪ Temps moyen entre rapport d'évaluation et PV d'attribution (exprimé en jour) est réduit en terme de jours : de 60,8 jours (résultat Baseline) à 8 jours (rapport MP Mi-2015) ; ▪ Volume financier MP annuel (en Millions €) de traitement des dossiers est passé jusqu'à environ 38745,066 Millions € en 2015 ; ▪ 470 Marchés Publics attribués depuis 01 janvier 2013; ▪ 8 audits interne et externe ainsi que le rapport de qualité réalisés : 1 Audit interne CTB, 1 Audit mixte PILAEP, 1 Audit prévention de fraude PREPICO3, Suivi continu des audits 2012: 1 Audit FAMIKI, 1 Audit PILAEP ,1 Audit PREPICO3, 1 Audit BOLLEN PRODEKK, 1 Audit BOLLEN PRODEKOR. Reste 2 Audits ETR, EF pour UCAG et Interne, ETR, EF pour PRODEKK, PRODEKOR, PRODET ; ▪ 500 exemplaires de Revue de projets suivis par UCAG 	Rapports annuels 2012 - 2013 -2014 Tableau des indicateurs
		2.3 : Appui à la gestion des projets hors secteur.		
		2.4 : Appui à la promotion des thèmes transversaux.	Voir R6	
Axe 2 – Appui au renforcement des capacités	Résultat 3 : Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans	3.1 : Analyse et renforcement de la structure organisationnelle des structures identifiées du MINIDER au niveau central	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 Audits système 1^{er} et 2^{eme} phases des Services clés du Ministère DER (DSG, SNIR, SNCOOP, DVDA, DEP, MP) 	Rapport UCAG 2013 – 2014 Rapport AUDIT Systèmes des services
		3.2 : Renforcement des compétences du personnel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En somme, 10 formations ont été assurées en faveur de 45 agents et cadres d'administration du DR (S.G, DSG, DEP, SNIR) dans les domaines informatiques et 	Rapport annuel 2013 -2014

tés de gestion et appui à la coordination des interventions du secteur	différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement.	clé des structures identifiées du Ministère.	<p>autres : Word, Excel avancé, Excel niveau 1-2, Power point, Outlook, travail en équipe, ingénierie de formation, Communication de développement, Administration et finances.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 306 postes de travail opérationnel : (143 postes: DVDA, SG, SNIR, SNCOOP, DAVRU) et 163 postes (DSG, Salle de réunion) ▪ Appui de l'administration centrale dans l'identification et l'élaboration d'un canevas sur les besoins en formation en faveur de 142 cadres et agents (SG, DSG, DILOP, DIAR, DEP et Cellule MP dont 5 directeurs, 10 Chefs de division, 32 Chefs de Bureau et 21 collaborateurs dans les domaines : Gestion des Ressources Humaines; Gestion des contentieux et contrats; Management; Comptabilité générale et Gestion des stock; Élaboration et Gestion des Budgets; Passation des Marchés; Gestion des acquisition (maintenance équipements, infrastructures, mobiliers et immobiliers; Audit interne, comptable et financier, Suivi- évaluation(définition des normes applicables aux infrastructures communautaires, Planification et priorisation des infrastructures à implanter, Élaboration des DAO et passation des Marchés, Conception, Planification et Gestion des projets d'infrastructures; Hydrologie; Irrigation et Drainage; Ouvrages agricoles; Lutte Antiérosive; Environnement et Assainissement rural; Animation et communication sociale en faveur des associations d'intérêt communs(définir les stratégies d'information en fonction du contexte, Identifier les méthodologies appropriées pour conduire à des campagnes de mobilisation, des stratégies d'animation en vue de l'implantation et l'appropriation des projets par des communautés cibles. Travailler sur le modèle d'organisation des équipes d'interventions sur le site. Technique de production et édition d'un bulletin local d'information rural et technique d'animation, de réalisation et production d'émissions radios télévisées), Développement Communautaire (différents types des regroupements communautaires (associations, mutuelles, tontine, coopératives, union, confédération...), Dynamique associative et communautaire (renforcement de la responsabilité et le développement de la confiance entre communautés et les représentants de l'administration. L'établissement des valeurs organisationnelles), Démarche communautaire (Identifier les besoins, des solutions, des stratégies et priorisation des besoins. Identification des réseaux des partenaires et des ressources potentiels du milieu, Archive et classement des données de Marchés Publics... 	Rapport Cellule Appui institutionnelle « RFC Administration du DR »
		3.3 : Amélioration des infrastructures des structures identifiées du Ministère.	<p>En somme 3 587,56 m² construits et/ ou aménagés réparties comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Aménagement nouveau bâtiment du Secrétaire Général, réhabilitation de l'Ex- bâtiment du Secrétaire Général qui abrite actuellement le projet PRISE, les bâtiments de la DVDA, de la Direction des Services Généraux, du Service National d'Information Rurale pour une surface opérationnelle 1474 m² soit 5 bâtiments et 59 locaux. ▪ Marché relatif à la construction d'un mur (clôture), d'une salle de réunion, d'un kiosque, 	Rapports annuels 2013-2014 et Cellule MP pour le MP en cours

			d'une paillote et de l'assainissement de la cour (carrelage) du Secrétariat Général du DR pour une superficie de 2 113,56 m ²	
		3.4 : Renforcement des capacités technologiques des structures identifiées du Ministère.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Remise de 10 Kit informatiques aux Services clés de l'administration centrale ; ▪ Appui à l'identification de besoins en équipements informatiques en faveur de 4 directions + bureau Secrétaire Général : 96 fixes et 38 Laptot ▪ Processus d'identification de la DEP avec l'appui au matériel informatique pour l'identification des différents Plans Locaux de Développement proposés par les PTF ; 	Rapport annuel 2013 -2014 Cellule MP : logistique Cellule Appui Institutionnel
		3.5 : Renforcement des capacités matérielles des structures identifiées du Ministère.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à l'identification des besoins en matériel bureau pour 4 directions + bureau du Secrétaire Général : 128 tables, 254 chaises, 58 armoires, 1 table + 40 chaises salle de réunion et 5 petits salons pour les directions 	Rapport annuel 2013 - 2014 Cellule MP : logistique Cellule Appui Institutionnel
		3.6 : Appui à la coordination des interventions du secteur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tenue de 2 séances de travail avec le projet PARSSA sur le partage conjoint d'appuis à l'administration du Développement Rural par les projets du secteur. Il a été conclu que : <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'UCAG –MINIDER réhabilite (aménagement) et construit des bâtiments (voir les informations ci-hautes) ; ✓ Le PARSSA appui l'administration en matériel de bureau, aux équipements informatiques et l'Internet (voir 3.4 et 3.5) 	Rapport annuel 2013
		3.7 : Appui à la promotion des thèmes transversaux.	Voir R6	
Résultat 4 - 5	Les capacités des structures déconcentrées du Ministère, des Ministères Provinciaux et des Structures	4 -5.1 : Analyse et renforcement de la structure organisationnelle des structures concernées du Ministère provincial et des structures déconcentrées du Ministère.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 94 Nouvelles Unités qui perçoivent la Prime de technicité de la part de l'État (Agronome et Technicien en Développement Rural au niveau de province et territoire); ▪ Analyse de collaboration entre le niveau déconcentré et le niveau décentralisé avec les Paysans, les Organisations Paysannes, CARG et MAPE : mise en place de la Charte des attentes des bénéficiaires, tâches redéfinies, rapport d'appréciation en 4 zones PIC, ▪ Existence de registre de patrimoine dans les MDR et existence des rapports : les services de gardiennage assurés sur initiative des Servicom ; ▪ Analyse du fonctionnement organisationnel à travers du nombre de rapports produits qui démontre la Collaboration/ intégration et échange entre niveaux déconcentré + décentralisé/ Central : les responsables des cellules connaissent chacun son rôle, 24 missions fréquentes des Servicom sur terrain (Province vers Territoire et Territoire vers Secteur) : Suite à la mission de JORIS E, 	Rapport mission JORIS, E Cellule Appui Institutionnel 2014
		4 -5.2 : Renforcement des compétences du personnel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En somme 10 formations classiques ont été organisées sous forme des modules et coaching en faveur de 159 Servicom et partenaires dont 52 femmes dans les domaines 	Rapports annuels 2013 –

	déconcentrées sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement.	clé du Ministère Provincial et des compétences du personnel clé des structures identifiées du Ministère dans les zones de concentration.	<p>suivants : vision commune, place de l'administration du DR, Les organes de concertation, le pôle de développement et gestion des projets, Plan de Développement Local, communication, La transformation des produits agricoles, Administration et Finances, Informatique, gestion de caisse.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 144 postes de travail opérationnels dans les 12 MDR ; ▪ 1000 exemplaires Manuel de référence MDR ; ▪ 1000 exemplaires Manuel Pédagogique pour les formateurs MDR ; ▪ 1000 exemplaires Manuel de référence MDR au niveau du Secteur ; ▪ 169 livres et publications pour le mini bibliothèque de 12 MDR + niveau central □ 	2014 Cellule Appui Institutionnel
		4 - 5.3 : Amélioration des infrastructures des structures identifiées du Ministère provincial et des structures déconcentrées du Ministère.	2 123 m ² de surface d'infrastructures rénovées pour au total 12 bâtiments administratifs dénommés « Maison du Développement Rural » dont 4 bâtiments de 12 pièces dans chacun de 4 chefs-lieux de provinces, de 5 pièces dans chacun de 4 chefs-lieux de Territoires et de 3 pièces dans chacun de 4 chefs-lieux de secteurs. MDR Kenge a bénéficié de deux maisons de 5 et 3 pièces.	Rapport annuel 2013 Rapport Cellule Appui Institutionnel Rapport cellule MP
		4 - 5.4 : Renforcement des capacités technologiques des structures identifiées du Ministère provincial et des structures déconcentrées du Ministère	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Kit Informatique³ : 78 PC + UC + OND dont 4 pour la MDR supplémentaire d'Isangi dans la province Orientale ; ▪ 21 Imprimantes fax Photo ; ▪ 12 Imprimantes Laser N/B ▪ 10 Kit système solaire 	Rapports annuels 2013 - 2014 ; Rapport Cellule MP : logistique
		4 - 5.5 : Renforcement des capacités matérielles des structures identifiées du Ministère provincial et des structures déconcentrées du Ministère.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 94 tables de bureau ; ▪ 355 chaises ; ▪ 127 étagères ; ▪ 18 bancs 	Rapports annuels 2013 - 2014 ; Rapport Cellule MP : logistique PV de remise
		4 - 5.6 : Appui à la coordination des interventions du secteur		

³ Kit informatique : moniteur, unité centrale, clavier, souris, onduleur, rallonge deux mètres, modem

		4 - 5.7 : Appui à la promotion des thèmes transversaux.	Voir R6	
	Résultat 6 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés.	6.1 : Renforcement des capacités matérielles de la Plate-forme de Communications	1 site Web 1 164 documents chargés (2013 – 2015) 24 213 visiteurs / mois de 2013 - 2015	
		6.2 : Renforcement technologique de la Plate-forme de Communications.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 Appareils photos numériques (5 numériques professionnels et 5 numériques ordinaires); ▪ 12 Enregistreurs pour émissions radio ; ▪ 4 Kit Camera, cartes, logiciel mixage, multi graveur, trépied 	Rapport annuel 2014 ; PV de remise matériel
		6.3 : Appui à l'élaboration et à la réalisation d'un plan de communication.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 12 Plans de communication réalisés dont chacun 1 plan pour chaque MDR 	Rapport annuel 2014 ;
		6.4 : Appui au développement et à la mise en ligne de sites WEB	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 Site WEB opérationnel ; ▪ 12 blogs dont 1 blog par MDR ; ▪ en somme 3 292 éléments chargés depuis le début du projet ; 	Rapport annuel 2014 ;
		6.5 : Appui à la promotion des thèmes transversaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 650 T-shirt sur le VIH produits ; ▪ 1288 Affiche + Autocollant VIH/ SIDA ; ▪ 15 missions de formation et sensibilisation des agents et cadres du Ministère + personnel des PREPICO, PRODEKOR et CLER sur les thèmes transversaux (VIH/SIDA, IST, Environnement et Genre) ▪ 500 exemplaires de brochures portant les grandes lignes de la politique sectorielle de lutte contre le Sida – MINIDER ; ▪ 1000 exemplaires de Brochure sur le SIDA SANS TABOU ; ▪ 4 sessions de dépistage volontaire du VIH/SIDA 	
		6.6 : Communication pour le Développement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ production et distribution de 613 CD/DVD MDR+ Sécurité routière ; ▪ 1000 exemplaires Bande dessinée Sécurité routière produits ; ▪ La visibilité : 13 Banderoles MDR, 8 000 Dépliants MDR + autres projets, 300 Posters, 1000 exemplaire Sous – main MDR, 2000 Fardes chemise MDR ; 	
Axe 3 – Appui instituti onnel :	Résultat 7 : Renforceme nt des capacités projets, Loi	7.1 : Renforcement personnel Ministère impliqué dans la CPR, CARG, OP		
		7.2 : Textes législatifs,	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui de l'UCAG à l'administration du DR dans l'élaboration de son cadre organique ; 	

appui à l'opérationnalité du MINIDER	et appui au processus CPR	normes, recentrage régalién : Cadre organique du Ministère et agendas des nouvelles directions techniques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Besoins en formation détaillée (modules + nombre de personnes à former) 	
		7.3 : législation sur la Commission Provinciale Routière (CPR), appropriation inter bailleurs et Groupe	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 3 Arrêtés provinciaux sur 4 prévus signés et autorisant le fonctionnement de la CPR dans les 4 provinces du PIC ; il n'y reste que pour la province du Maniema ; ▪ 3 CPR (Bandundu, Maniema et Province Orientale) sont déjà opérationnels ; ▪ Synergie et appui en matériel informatique et meuble en faveur des équipes de CPR dans les 3 provinces par les programmes provinciaux de la CTB ; ▪ Collaboration programme provinciaux- CPR et services MDR (DILOP + DIAR) sur le terrain dans l'identification des Organisations paysannes, CLER et pistes rurales ainsi de la communication. 	Arrêtés Ministères provinciaux
		7.4 : Recentrer les activités DVDA via les projets (comme maître d'ouvrage délégué). Appui à l'acquisition de la personnalité juridique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à l'Audit système DVDA réalisé et rapport disponible. ▪ Réunion de capitalisation des audits ▪ Appui au processus juridique DVDA engagé 	

9.2 Pour UCAG-MINAGRI

Axe Stratégique	Résultats	Activités prévues dans le DTF	Réalizations & INDICATEURS	Sources des Vérifications
Axe 0 : Mise en place de l'UCAG	Résultat 1 : L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle.	Activité 1.1,2 : Affectation progressive des ressources et moyen de fonctionnement de l'UCAG	<ul style="list-style-type: none"> • 30 postes opérationnels et 30 experts et agents affectés • 33% des postes sont occupés par le personnel féminin 	Organigramme UCAG et dossiers de chaque agents.
		Activité 1.3 : Réhabilitation et équipement des locaux de l'UCAG	<ul style="list-style-type: none"> • 1 bâtiment réhabilité • 9 locaux réhabilités et bien équipés en chaises, tables, armoires, étagères pour le bon fonctionnement des agents • 1 groupe électrogène visa 60 KVA, • 1 fontaine d'eau takada, • 1 split Samsung de 2400 BTU, • 1 split LG de 18000 BTU/Kinshasa, • 2 coffrets à monnaie, • 1 coffre-fort moyen, • 1 Dictaphone, • 1 Poste récepteur, • 4 ventilateurs, • 2 bureaux en bois avec fauteuil, • 2 armoires métalliques à 2 battants de 2m, • 3 bureaux en bois de 1,80m +retour caisson et fauteuil, • 9 bureaux en bois 1,40+caisson et fauteuil, • 7 bureaux en bois 1,20 + caisson et fauteuil, • 1 table des réunions rondes, • 5 tables des réunions rectangulaires, • 1 table de réunion ovale 2,40x1,20, • 33 chaises visiteurs sans accoudoirs, • 2 bancs métalliques avec dossier, • 7 étagères en bois hautes sur mesure, • 4 étagères en bois basses sur mesure, • 15 étagères en bois standards. 	Les rapports et PV des réceptions, photos illustratives.
		Activité 1.4 : Acquisition du matériel des UCAG	<ul style="list-style-type: none"> • 4 jeeps Ford Everest, • 1 Jeep Toyota land cruiser, • 1 téléphone thuraya, • 28 téléphones GSM, • 7 ordinateurs portables Dell Latitude, • 9 Ordinateurs portables HP Probook, • 15 Ordinateurs fixes priminfo, 	Liste des inventaires, PV des réceptions, photos illustratives.

			<ul style="list-style-type: none"> • 15 onduleurs ellipse eco 1200 VA, • 2 imprimantes HP 2015, • Imprimante Canon IR 2525i, • Scanner HP G2410, • 6 doc Kings station pour ordinateurs portables • 6 écrans pour ordinateurs portables, • 2 disques durs externes de 500 Gb, • 13 clés modem internet, • 30 clés flash disc 8 GB, • 1 Stabilisateur 3000 VA, • 1 projecteur avec écran, • 1 machine à reliure, • 1 coupe papier, • 3 tableaux chevalet de conférence, • 2 appareils photo nixons, • 1 Appareil photo camera sony, • 1 casque d'écoute stéréo. 	
		Activité 1.5 : Renforcement des compétences des membres de l'équipe UCAG	<ul style="list-style-type: none"> • 25 Experts de l'UCAG formés dans 18 modules de formation avec différents thèmes, • 5 experts marchés publics sont formés dans 9 modules de formations spécifiques en marché publics (procédure national et procédure FED et de la Belgique). 	Rapport de formation, liste des présences et Brevets des participants
		Activité 1.6 : Accompagnement de la mise en place et du bon fonctionnement de l'UCAG - Élaboration des manuels de procédure.	<ul style="list-style-type: none"> • 1 manuel de procédure sur le marché public élaboré, • 1 Recueil des textes juridiques sur les Marchés Publics élaboré. 	Manuel des procédures et textes juridiques sont disponibles
		Activité 1.7 : Promotion des thèmes transversaux	<ul style="list-style-type: none"> • 33% des postes occupés par le personnel féminin, • 3 Ateliers de sensibilisations des experts et agents sur les thèmes transversaux 	Organigramme de l'UCAG et Rapports d'activités de sensibilisation.
Axe 1 : Appui à la gestion des projets	Résultat 2 : Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de	Activité 2.1 : Renforcement des compétences des équipes de projets.	<ul style="list-style-type: none"> • 3 réunions sectorielles sur les axes d'interventions des programmes (Semences, pistes et bacs, CLER, etc... 	Document stratégique, compte rendu de la réunion.
		Activité 2.2 : Appui à la gestion des projets sectoriels.	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la coordination sectorielle, • Appui à l'organisation des SMCL des démarrages et des clôtures, • Appui conseil/ technique à l'administration et finance, • Appui aux passations des marchés publiques, 	Rapports d'activités, PV des SMCL.
		Activité 2.3 : Appui à la gestion des projets hors secteur.	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la coordination sectorielle, • Appui à l'organisation des SMCL des démarrages et des clôtures, • Appui conseil/ technique à l'administration et finance, • Appui aux passations des marchés publiques 	Rapports d'activités, PV des SMCL.

	compétences aux structures décentralisées et déconcentrées.	Activité 2.4 : Appui à la promotion des thèmes transversaux.	Appui PRODADEKK <ul style="list-style-type: none"> 1 récolte des données genre pour l'élaboration d'un plan d'action (territoire de Bagata), 1 Formation sur le genre au niveau de trois territoires (Bagata, masimanimba et Kenge), 1 boîte à outil sur le genre produit pour des formations au niveau des secteurs, 1 appui à l'intégration Genre dans la formulation du PRODAM/ KINDU. 	Rapports des missions, Documents produits
Axe 2 : Appui au renforcement des capacités de gestion et appui à la coordination sectorielle des interventions du secteur.	Résultat 3 : Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	Activité 3.1 : Analyse et renforcement de la structure organisationnelle des structures identifiées du MAPE au niveau central	<ul style="list-style-type: none"> 1 étude de base réalisée, 1 accord d'exécution signé comme feuille de route pour opérationnaliser le service concerné et leur aider à remplir leur rôle régalien. 	Rapport final de l'étude de base, copie de l'accord d'exécution
		Activité 3.2 : Renforcement des compétences du personnel clé des structures identifiées du Ministère.	<ul style="list-style-type: none"> 322 cadres (Directeurs, Chefs des divisions et chefs des bureaux) et Agents (Attachés des bureaux) du Ministère sont formés dans 12 différents modules, 35 cadres et décideurs des cellules de gestions des Marchés publics dans les trois ministères sont formés avec 9 modules spéciaux sur les Marchés Publics, 33 cadres et décideurs du secrétariat général de l'Agriculture et du Développement Rural sont formés dans 9 modules Marchés Publics 	Rapports des formations
		Activité 3.3 : Amélioration des infrastructures des structures identifiées du Ministère.	<ul style="list-style-type: none"> Rafranchissement murs cabinet du secrétaire Général de l'Agriculture, Pêche et Élevage, 1 réhabilitation du grand bâtiment en étage du secrétariat général de l'Agriculture, Pêche et Élevage. (36 locaux), 1 grande salle des réunions réhabilitée, 2 toilettes extérieures réhabilitées, Aménagement de la cours, Installation de 6 poubelles publiques 	Rapports des travaux et PV de remise et reprises des bâtiments, liste des inventaires.
		Activité 3.4, 5 : Renforcement des capacités technologiques et matérielles des structures identifiées du Ministère.	Salle informatique du Ministère <ul style="list-style-type: none"> 8 Kits ordinateurs fixes (UC+écran+onduleur+clavier+souris+allonges), connexion internet de la salle informatique, installation d'une bibliothèque (livres), 1 fauteuil avec accoudoir, 1 fontaine d'eau, 5 tables rectangles en bois, 10 tables en bois pour ordinateur, 1 bureau en bois avec tiroirs, 1 table de réunion 2,80m, 1 armoire métallique, 1 étagère en bois, 1 imprimante multifonction canon Salle des réunions du SG <ul style="list-style-type: none"> 1 lap top, 1 projecteur, 1 tableau de projection, 2 split, 2 bancs métalliques, 	

			<ul style="list-style-type: none"> • 1 armoire métallique, • 1 split Samsung 18.000 BTU, • 3 micros sans fils <p>Direction des Services Généraux (DSG)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 bureaux en bois 1,40m+caisson, • 20 bureaux bois 1,20m +caisson, • 30 fauteuils de direction, • 2 tables simples 1,20m, • 4 chaises visiteurs garnis en cuir, • 1 armoire. <p>Direction d'Analyse Planification et Prospective (DAPP)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 Kits ordinateurs fixes complets <p>Service National des Statistiques Agricoles (SNSA)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 Kits ordinateurs fixes complets <p>Direction des Services Généraux (DSG)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 Kits Ordinateurs fixes complets <p>Division Unique (DU)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 Kit ordinateur fixe complet <p>Service National de Vulgarisation (SNV)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 Kits ordinateurs fixes complets. 	
		Activité 3.6 : Appui à la coordination des interventions du secteur	<ul style="list-style-type: none"> • Appuis aux réunions des groupes thématiques pour la coordination entre partenaire dans le secteur, 	Rapports des réunions
		Activité 3.7 : Appui à la promotion des thèmes transversaux.	<ul style="list-style-type: none"> • 2 points focaux genres des Ministères Agriculture et Développement rural sont formés sur le plaidoyer et lobbying, • 1 réseau des membres du groupe thématique sur l'autonomisation de la femme est appuyé, • 1 étude genre réalisée au niveau du Secrétariat Général de l'Agriculture, Pêche et Élevage, • 2 ateliers organisés sur l'élaboration du Draft du plan d'action genre sectoriel Agriculture, Enseignement Primaire et secondaire. 	Rapports des formations, Documents produits, Rapports des ateliers
	Résultat 4: Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière	Activité 4.1 : Analyse et renforcement de la structure organisationnelle des structures déconcentrées du Ministère	<ul style="list-style-type: none"> • . Réalisation d'une étude de base, • La signature de l'accord d'exécution comme feuille de route pour opérationnaliser le service concerné et leur aider à remplir leur rôle régalien 14. 500 dollars/ Par an / Par province, • Frais de fonctionnement interne des IPAPEL (sur base des besoins et réalité de chaque province) un fonctionnement couvrant une période de deux mois. 	Rapport final étude des bases, Accord d'exécutions, PV, rapports d'activités et autres pièces justificatives (factures, décharges, etc...)
		Activité 4.2 : Renforcement des compétences du personnel clé des structures identifiées du Ministère dans les zones de concentration.	<ul style="list-style-type: none"> • 768 cadres (Directeurs, Chefs des divisions et chefs des bureaux) et Agents (Attachés des bureaux) du Ministère, les cadres et membres des structures des concertations sont formés dans 16 différents modules dans la province, • 140 cadres et décideurs des cellules de gestions des Marchés publics dans les 4 provinces sont formés avec 9 modules spéciaux sur les Marchés Publics. 	Rapports des formations, listes des présences des participants à la formation, brevets des participations.

	des programmes et des projets de développement	<p>Activité 4.3 : Amélioration des infrastructures des structures déconcentrées du Ministère</p>	<p>Bandundu</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation du bâtiment central de l'IPAPEL avec 16 locaux + toilettes, • 15 split installés, • Aménagement parking motos et véhicules, • Aménagement de la cours <p>Kasaï Oriental</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 bâtiments réhabilités + 27 locaux + toilettes, • 2 groupes électrogènes installés, • 2 panneaux solaires installés, • 2 citernes installées, • Aménagement du parking moto et véhicule, • Aménagement de la parcelle et installation de la clôture, <p>Province Orientale</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 locaux + toilettes réhabilités, • 1 groupe électrogène installé, • 1 parking moto et abris groupe électrogène construits. <p>Maniema</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 bâtiments construits + toilettes, • 1 groupe électrogène installé, • 2 panneaux solaires installés, • 2 tanks installés, • 1 puits creuset, • 1 parking moto et véhicule aménagé, • Sécurité de la parcelle • Réhabilitation du bâtiment central de l'IPAPEL avec locaux. 	<p>Rapports des travaux et PV de remise et reprises des bâtiments, liste des inventaires</p>
		<p>Activité 4.4, 5: Renforcement des capacités technologiques et matérielles des structures identifiées du Ministère.</p>	<p>Bandundu</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 Ordinateur portable dell, • 1 appareil photo Sonny, • 6 kits ordinateurs fixes complets, • 1 rétroprojecteur acer, • 1 scanner canon, • 1 imprimante multifonction canon, • 4 motos Yamaha DT 125, • Réparation Jeep Inspection Provinciale, • 20 vélos, • 1 camera photo Nikon, • 1 casque d'écoute, • 1 dictaphone, • 1 poste radio smilax, • 1 coffret à monnaie, • 1 coffre-fort moyen • 7 tables en bois pour ordinateurs, • 107 chaises en bois avec siège garni, 	<p>PV de remise et reprises des bâtiments, Fiche des inventaires</p>

			<ul style="list-style-type: none"> • 40 étagères, • 40 armoires, • 20 tables simples, • 38 tables bureau avec tiroir <p><u>Cellule de Gestion des Projets et Marché Public à Bandundu</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 onduleurs 1500VA, • 2 imprimantes HP, • 2 kits ordinateurs fixes complets dell <p><u>Kasaï Oriental</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 Ordinateur portable dell, • 1 appareil photo Sonny, • 6 kits ordinateurs fixes complets, • 1 rétroprojecteur acer, • 1 scanner canon, • 1 imprimante multifonction canon, • 4 motos Yamaha DT 125, • Réparation Jeep Inspection Provinciale, • 20 vélos, • 1 camera photo Nikon, • 1 casque d'écoute, • 1 dictaphone, • 1 poste radio smilex, • 1 coffret à monnaie, • 1 coffre-fort moyen • 7 tables en bois pour ordinateurs, • 22 tables bureaux en bois, • 16 armoires fermant en bois, • 90 chaises cannées en bois, • 3 étagères en bois, • Tables rondes. <p><u>Cellule de Gestion des Projets et Marché Public au Kasaï Oriental</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 onduleurs 1500VA, • 2 imprimantes HP, • 2 kits ordinateurs fixes complets dell <p><u>Province Orientale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 Ordinateur portable dell, • 1 appareil photo Sonny, • 6 kits ordinateurs fixes complets, • 1 rétroprojecteur acer, • 1 scanner canon, • 1 imprimante multifonction canon, • 4 motos Yamaha DT 125, • 20 vélos, 	
--	--	--	--	--

			<ul style="list-style-type: none"> • 1 camera photo Nikon, • 1 casque d'écoute, • 1 dictaphone, • 1 poste radio smilex, • 1 coffret à monnaie, • 1 coffre-fort moyen • 10 tables en bois pour ordinateurs, • 62 tables en bois, • 9 chaises à roulettes • 213 chaises en bois, • 41 armoires en bois, • 42 étagères en bois <p><u>Cellule de Gestion des Projets et Marché Public à la Province Orientale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 onduleurs 1500VA, • 2 imprimantes HP, • 2 kits ordinateurs fixes complets dell <p>Province du Maniema</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 Ordinateur portable dell, • 1 appareil photo Sony, • 6 kits ordinateurs fixes complets, • 1 rétroprojecteur acer, • 1 scanner canon, • 1 imprimante multifonction canon, • 4 motos Yamaha DT 125, • 20 vélos, • 1 coffret à monnaie, • 1 coffre-fort moyen • 30 tables bureaux en bois, • 70 chaises en bois, • 10 armoires en bois, • 7 tables ordinateurs s en bois. <p><u>Cellule de Gestion des Projets et Marché Public à Maniema</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 onduleurs 1500VA, • 2 imprimantes HP, • 2 kits ordinateurs fixes complets dell. 	
		Activité 4.6 : Appui à la promotion des thèmes transversaux.	<ul style="list-style-type: none"> • 360 cadres et agents des administrations provinciales, des structures des concertations et de la société civile sont formés dans un atelier de 5 modules sur le genre (Genre, organisation paysanne dans le genre, leadership, conscientisation des participants sur l'orientation des filles vers les études professionnelles). 	Rapports des formations, liste des présences.
	Résultat 5 : Les capacités des Ministères provinciaux sont	Activité 5.1 : Analyse et renforcement de la structure organisationnelle des structures concernées du Ministère provincial du MAPE	<ul style="list-style-type: none"> • 1 étude de base réalisée, • 1 accord d'exécution signé, une partie des activités dans le premier résultat des accords ce sont fait avec les Ministères Provinciaux 	Rapport final étude des bases, Accord d'exécutions, PV, rapports d'activités et autres

renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement.				pièces justificatives (factures, décharges, etc...)
	Activité 5.2 : Renforcement des compétences du personnel clé du Ministère Provincial.		<ul style="list-style-type: none"> 64 cadres (Directeurs des cabinets, conseillers des ministres, secrétaires du Ministère) sont formés dans 16 différents modules, 40 cadres et décideurs des cellules de gestions des Marchés publics dans les trois ministères sont formés avec 9 modules spéciaux sur les Marchés Publics. 	Rapports des formations, listes des présences des participants à la formation, brevets des participations.
	Activité 5.3 : Amélioration des infrastructures des structures identifiées du Ministère.		<p>Bandundu (Cabinet Ministre Prov. Agriculture)</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 bâtiment construit avec 7 locaux + toilettes, 6 split installés, 1 parking véhicule et moto aménagé, <p>Kasaï Oriental (Cabinet Ministre Prov. Agriculture)</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 Bâtiment construit avec 9 locaux + toilettes <p>Province Orientale (Cabinet Ministre Provo. Agriculture)</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 bâtiment construit avec 8 locaux + toilettes, 1 groupe électrogène installé, 4 split installés, 2 paillotes construites, 1 restaurant (kiosque) installé, Parcelle clôturée et la cour aménagée, 	PV des réceptions des ouvrages ou matériels, liste des inventaires
	Activité 5.4, 5 : Renforcement des capacités technologiques et matérielles des structures i des structures identifiées du Ministère.		<p>Bandundu (Cabinet Ministre Prov. Agriculture)</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 kit ordinateur fixe complet, 2 motos Yamaha DT 125. <p>Kasaï Oriental (Cabinet Ministre Prov. Agriculture)</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 kit ordinateur fixe complet, 2 motos Yamaha DT 125. <p>Province Orientale (cabinet Ministre Prov. Agriculture)</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 kit ordinateur fixe complet, 2 motos Yamaha DT 125. <p>Province du Maniema (Cabinet Ministre Prov. Agriculture)</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 kit ordinateur fixe complet, 2 motos Yamaha DT 125. 	PV de remise et reprises matériels, Fiche des inventaires
	Activité 5.6 : Appui à la coordination des interventions du secteur		<ul style="list-style-type: none"> Plus de 12 réunions des coordinations initiées dans l'accords d'exécutions tenues entre les Ministres Provinciaux, Partenaires, les Inspections et les CARG 	Rapports des réunions de coordinations
	Activité 5.7 : Appui à la promotion des thèmes transversaux.		<ul style="list-style-type: none"> 40 Directeurs des cabinets et conseillers des Ministres Provinciaux formés dans un atelier de 5 modules sur le genre (Genre, organisation paysanne dans le genre, leadership, conscientisation des participants sur l'orientation des filles vers les 	Rapports des formations, liste des présences.

<p>Résultat 6 : Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plateforme de communication sont améliorés.</p>			études professionnelles).	
		<p>Activité 6.1 : Renforcement des capacités matérielles et technologiques de la Plateforme de Communications</p>	<p>Bandundu (IPAPEL)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 camera photo Nikon, • 1 casque d'écoute, • 1 dictaphone, • 1 poste radio smilex, • 1 formation en utilisation des matériels <p>Kasaï oriental (IPAPEL)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 camera photo Nikon, • 1 casque d'écoute, • 1 dictaphone, • 1 poste radio smilex, • 1 formation en utilisation des matériels <p>Province Oriental (IPAPEL)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 camera photo Nikon, • 1 casque d'écoute, • 1 dictaphone, • 1 poste radio smilex, • 1 formation en utilisation des matériels <p>Maniema (IPAPEL)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 camera photo Nikon, • 1 casque d'écoute, • 1 dictaphone, • 1 poste radio smilex, • 1 formation en utilisation des matériels. 	PV des réceptions des ouvrages ou matériels, liste des inventaires
		<p>Activité 6.3 : Appui à l'élaboration et à la réalisation d'un plan de communication.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 4 plans de communications pour les 4 provinces sont élaborés et mis en œuvre. Un suivi rapproché et efficace est assuré per l'équipe communication 	Plans des communications
		<p>Activité 6.4 : Appui au développement et à la mise en ligne de sites WEB</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 1 site web est développé est mis en place, il est suivi et alimenter quotidiennement par un web master. 	Le site WEB Minagri
		<p>Activité 6.5 : Appui à la promotion des thèmes transversaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 6 émissions genre sont produites, distribuées et diffusées dans les radios communautaires locales, • 2 documents genres (RNG, PBSG) reproduits et distribués en 500 exemplaires. 	Rapports et CD des émissions, Rapport des diffusions des émissions.
		<p>Activité 6.6 : Communication pour le développement</p>	<p>Dans le cadre de la visibilité et pour bien développer son système de communication et faire savoir au public l'importance et la raison d'être du projet et de quelques services appuyés, l'UCA a utilisé les outils ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 500 calendriers produits et distribués, • 8000 dépliantes, • 2000 affiches, • 1000 CD/DVD, • 500 Bandes dessinées, 	Fiche des inventaires, Liste des distributions,

			<ul style="list-style-type: none">• 500 polos,• 1000 T-shirt,• 4500 Brochures,• 600 agendas,• 300 gilets	
--	--	--	--	--